

# **NOTICE** **DJA RDR4**

Dispositifs FEADER : 75.01

**Objet** : Instruction de la demande d'aide de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA), relevant de la programmation 2023-2027 et déposés à partir du 1er janvier 2024. Ce guide est conçu pour préciser au niveau de la région Occitanie les modalités de mise en œuvre de la DJA (Dotation Jeune Agriculteur).

**Résumé** : La présente notice a pour objet d'apporter des éléments de précisions nécessaires à l'instruction, la sélection/programmation des dossiers de DJA ainsi qu'à la décision et la mise en paiement de ces aides relevant de la programmation 2023-2027, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## **Texte de référence :**

La présente notice a pour objet d'apporter des éléments nécessaires à la réception, l'instruction, la sélection/programmation des dossiers de DJA à compter du 1er janvier 2024 ainsi qu'à la décision et la mise en paiement de ces aides.  
Elle pourra être complétée de notice(s) ultérieure(s) pour couvrir la totalité des étapes du circuit de gestion de la DJA. Tous les dossiers de DJA déposés à partir du 01 janvier 2024 devront être instruits et traités selon ces modalités.

## **Table des matières**

<b>I. La mise en œuvre de la DJA .....</b>	<b>4</b>
1) Le circuit de gestion.....	4
2) Les documents nécessaires à la mise en œuvre de la DJA .....	4
<b>II. Le dépôt et la réception de la demande de la DJA .....</b>	<b>5</b>
1) Délivrance d'un récépissé de dépôt .....	5
2) Complétude d'un dossier et contrôle administratif .....	5
3) L'instruction de la demande.....	6
4) La sélection et la programmation des dossiers .....	6
5) La décision d'octroi des aides à l'installation .....	7
<b>III. Eligibilité du compte tiers.....</b>	<b>7</b>
<b>IV. Eligibilité du demandeur .....</b>	<b>8</b>
1) Instruction cas n°1.....	9
2) Instruction cas n°2.....	10
a. Diplômes.....	10
b. Grille croisée diplôme/expérience .....	11
3) Acquisition progressive des compétences requises.....	15
4) Plan de professionnalisation personnalisé (PPP) .....	17
5) Bénéficiaires éligibles .....	17
6) Les revenus.....	18
a. Revenu Disponible Agricole.....	18
b. Les revenus professionnels extérieurs à l'exploitation (revenus professionnels non agricoles) .....	18
c. Cas particuliers des candidats déjà affiliés au régime des non salariés des professions agricoles avant le dépôt de la demande de DJA .....	20
7) Exclusion.....	21
8) Installation sur plusieurs exploitations agricoles .....	22
9) Prise en compte des congés parentaux.....	23
<b>V. Eligibilité géographique.....</b>	<b>23</b>
<b>VI. Le montant de la Dotation Jeune Agriculteur .....</b>	<b>24</b>
1) Conditions générales du montant de base.....	24
2) Instruction de la zone d'installation .....	24
3) Instruction des modulations.....	27

a. Hors cadre familial.....	27
b. Projet mené par des cheffes d'exploitation .....	31
c. Projet agroécologique .....	32
d. Projet générateur de valeur ajoutée .....	34
e. Projet créateur d'emploi .....	37
<b>VII. Etablissement du CJA .....</b>	<b>40</b>
1) La première demande de paiement de la DJA (acompte).....	40
<b>VIII. Les paiements.....</b>	<b>43</b>
1) Pour une installation à titre principal ou à titre secondaire .....	43
2) Acquisition progressive des compétences requises du cas n°1 pour une installation à titre principal ou à titre secondaire .....	44
3) Pour une installation progressive.....	44
<b>IX. La traçabilité de l'instruction .....</b>	<b>45</b>
<b>X. DEMENAGEMENT HORS REGION .....</b>	<b>45</b>
<b>XI. ANNEXE A : LES CAS DE FORCE MAJEURE ET DE CIRCONSTANCE EXCEPTIONNELLE .....</b>	<b>46</b>

## **I. La mise en œuvre de la DJA**

### **1) Le circuit de gestion**

Le circuit de gestion de la DJA est défini par la Région. Il permet d'identifier les différentes étapes et actions nécessaires à la mise en œuvre de la DJA et précise, pour chacune d'entre elles, les structures impliquées, ainsi que les délégations de tâches et de signatures :

- Pré-instruction
- Instruction de la demande d'aide
- Sélection et programmation : Programmation des dossiers, passage en comité(s).
- Décision d'aides : Information des demandeurs inéligibles et des demandeurs non sélectionnés, réservation des crédits, établissement et transmission des décisions d'attribution des aides (Région et FEADER).
- Suivi du projet d'installation : Établissement du certificat de conformité, mise en œuvre du plan d'entreprise.
- Instruction d'une demande de paiement (acompte ou solde) : dépôt, réception, contrôle administratif de la demande, conclusion du contrôle, demande de paiement à l'ASP.
- Gestion des irrégularités : détermination des montants à rembourser, décision de déchéance partielle ou totale.

La présente instruction décrit les actions à réaliser pour la gestion d'un dossier de la réception de la demande d'aides à la réalisation des versements de la DJA. Dans le cadre de leur mission de service public liée à la politique d'installation, les chambres d'agriculture viennent en appui des UT (Unités Territoriales) dans la mise en œuvre de la DJA.

### **2) Les documents nécessaires à la mise en œuvre de la DJA**

#### **⇒ Le dossier de demande de la DJA**

Le dossier de demande est composé de plusieurs documents décrits dans la liste des pièces à fournir au moment du dépôt de la demande disponible sur Euro-PAC.

#### **⇒ Les autres documents de mise en œuvre**

- Notice de remplissage du Plan d'Entreprise ;
- Notice d'instruction ;
- Et tout autres documents téléchargeables avec l'AAP complet sur Euro-PAC.

## **II. Le dépôt et la réception de la demande de la DJA**

Les demandes de DJA sont déposées sur le site Euro-PAC de manière dématérialisée : [www.europac.laregion.fr](http://www.europac.laregion.fr)

Le porteur de projet dépose sa demande via le portail Euro-PAC après avoir créé son profil (création d'une fiche tiers nécessaire avant toute démarche). Il peut déposer sa demande lui-même ou passer par un mandataire. Dans ce cas, le mandataire doit également créer son profil (création d'une fiche tiers mandataire) et fournir un justificatif du mandat confié par le porteur de projet (Cf modèle de mandat de gestion Dépôt délégué).

Le porteur de projet complète sa demande d'aide dans le portail Euro-PAC accompagnée des pièces minimum obligatoires ainsi que celles nécessaires à son instruction et à la sélection en comité. La demande est réputée être déposée après validation dans le portail Euro-PAC.

A la réception du dossier de demande d'aide, Euro-PAC adresse un récépissé de dépôt automatique de la demande d'aide qui confirme l'enregistrement du dépôt de dossier.

### **1) Délivrance d'un récépissé de dépôt**

Un récépissé de dépôt de la demande d'aide est établi si le porteur de projet a validé sa demande sous Euro-PAC et joint l'ensemble des pièces obligatoires demandées.

Le récépissé de dépôt est un mail automatique mentionnant la date de dépôt du dossier, correspondant à la date à partir de laquelle le porteur de projet peut mettre en œuvre son plan d'entreprise.

Ce récépissé de dépôt ne vaut pas validation de l'attribution de l'aide Dotation Jeune Agriculteur.

### **2) Complétude d'un dossier et contrôle administratif**

La liste des pièces que doit fournir le bénéficiaire pour compléter son dossier est définie dans l'annexe présente sur Euro-PAC : « Liste des pièces à fournir au moment du dépôt de la demande d'aide ».

Une fois le dossier déposé, la complétude des dossiers peut être examinée.

Dans le cadre de leur mission de service public liée à la politique d'installation, les Chambres Départementales d'Agriculture viennent en appui des UT dans la mise en œuvre des aides à l'installation. La phase de pré-instruction par les cellules de pré-instruction des Chambres Départementales d'Agriculture a pour objet de vérifier la cohérence, la complétude et la conformité de la demande d'aide et des pièces jointes.

En cas de besoin, il pourra être demandé des pièces complémentaires au porteur de projet. Seul un dossier complet peut être instruit réglementairement.

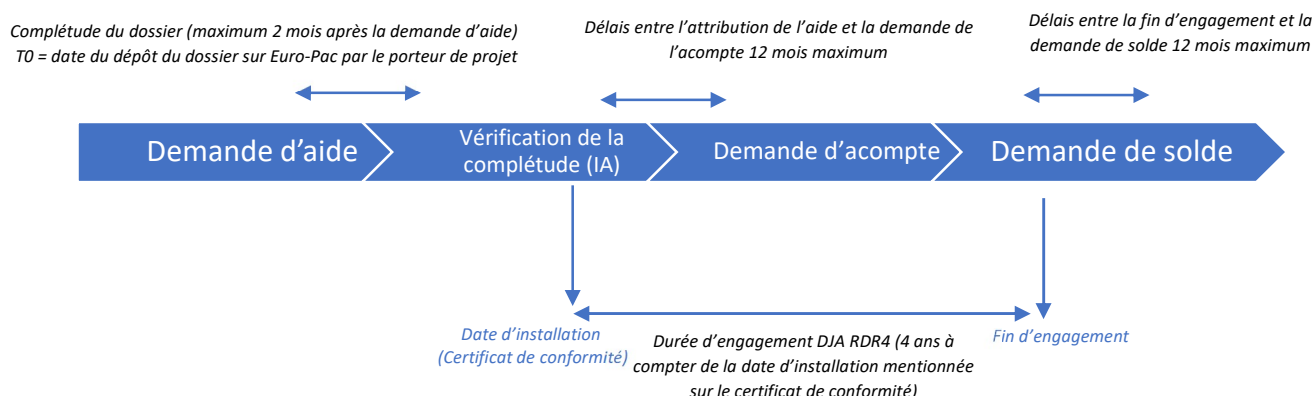
### 3) L'instruction de la demande

Une fois les vérifications opérées par les cellules de pré-instruction, le dossier de demande d'aide complet est soumis à l'analyse du service instructeur. L'envoi d'un AR dossier complet est alors transmis au porteur de projet.

Lors de l'instruction, le service instructeur vérifie l'éligibilité de la demande, examine les engagements du demandeur, établit le montant de l'aide et des modulations, remplit la grille de sélection, contrôle le respect des règles d'articulation des aides si différents dispositifs sont sollicités.

Le Service Instructeur s'appuie sur les arguments et pièces probantes apportés par le porteur de projet dans sa demande d'aide.

Dans le cadre de l'instruction du dossier et de la sélection, le service instructeur est en droit de demander tout complément nécessaire à la bonne compréhension du projet. Au cours de ce contrôle, des pièces supplémentaires peuvent être demandées au bénéficiaire de manière à consolider l'analyse du dossier en cas de précisions nécessaires sur certaines composantes du projet.



### 4) La sélection et la programmation des dossiers

Pour chaque dossier, une note est attribuée sur la base des critères et de la grille de sélection définis au niveau du dispositif DJA. Les dossiers n'atteignant pas la note minimale de sélection ne sont pas sélectionnables.

#### 2 axes pour noter les dossiers :

- Nature de l'installation : priorité aux installations à titre principal
- Projet à impact en lien avec les modulations : valorisation notamment des projets générateurs de valeur ajoutée et créateurs d'emplois. Les modulations de DJA sollicitées portent sur une caractérisation des projets d'installation aux regards des engagements du jeune agriculteur.

Les critères peuvent être cumulables.

Pour les dossiers déposés depuis le 1er janvier 2024, la manière d'appliquer les critères de sélection est précisée ci-dessous :

Critères de sélection	Modalités du critère	Pondération
Type de projet en lien avec la nature de l'installation	Installation prévue à titre principal (y compris dans le cadre d'une installation progressive)	30
Modulation « Hors Cadre Familial »	Modulation activée	50
Modulation « Projet mené par des cheffes d'exploitation »	Modulation activée	20
Modulation « Projet générateur de valeur-ajoutée » cumulable	Action 1 activée – CUMA	20
	Action 2 activée – adhésion à un Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine	20
	Action 3 activée – diversification	20
	Niveau 1 activé – Bio	30
Modulation « Projet agroécologique » non cumulable	OU Niveau 2 activé – HVE III, Label Bas Carbone	20
	OU Niveau 3 activé – GIEE, réseau DEPHY fermes	10
Modulation « Projet générateur d'emploi » non cumulable	Action 1 activée – création nette d'emploi	20
	OU Action 2 activée – Emploi collectif	20

Note minimale : 10 points

Note maximale : 90 points

A l'issue de ce processus de notation, tous les dossiers complets instruits sont présentés au comité régional de programmation (CRP). Cette étape est indispensable pour que le service instructeur puisse engager les dossiers sélectionnés.

Les dossiers n'ayant pas atteint la note minimale de 10 points obtiendront un avis défavorable. Dans ce cas, le porteur de projet recevra un courrier de refus d'un soutien financier.

## 5) La décision d'octroi des aides à l'installation

Pour les dossiers ayant bénéficié d'un avis favorable du CRP, une décision juridique d'octroi des aides est établie et transmise au bénéficiaire.

A partir de ce moment de la décision d'octroi des aides, le porteur de projet a 9 mois pour s'installer et répondre à la situation initiale du PE.

## III. Eligibilité du compte tiers

Une note interne à l'Autorité de Gestion (PSN 2023-2027 Région Occitanie Procédure Gestion des tiers dans Euro-PAC) décrit la gestion opérationnelle dans Euro-PAC des individus dénommés TIERS.

Elle aborde les différents aspects de la création du tiers sous Euro-PAC et son instruction.

Pour rappel, la gestion des tiers permet de s'assurer que l'aide sera versée à la bonne personne. Il convient donc de s'assurer que la saisie des informations relatives au tiers permettra d'identifier assurément le bénéficiaire du paiement.

A noter que chaque instructeur doit gérer les créations et les modifications des individus dans Euro-PAC.

Les tiers créés dans Euro-PAC font partie d'un ensemble plus large : les individus de la Politique Agricole Commune. Ils sont identifiés dans le Répertoire Commun des Individus de la Politique Agricole Commune (R.C.I.P.A.C.) qui a vocation à garantir l'unicité de l'identification des individus au niveau de l'ensemble des organismes payeurs intervenant sur les fonds agricoles.

Ainsi un tiers créé dans Euro-PAC se verra attribuer un GUID (Global Unique Identifier) dans le RCIPAC. Cela permettra d'assurer la cohérence de la remontée des indicateurs dans le Système d'Information National de la Performance (SINP).

## **IV. Éligibilité du demandeur**

Le contrôle administratif de la demande constitue une succession de points de contrôle du dossier de demande d'aide à l'installation. Ces points de contrôle portent à la fois sur l'éligibilité du demandeur, l'éligibilité de la demande, la vérification de la cohérence du projet. Ils dépendent notamment du type d'installation (installation à titre principal, installation progressive, installation à titre secondaire) et de la nature de l'installation (à titre individuel ou en société).

Au cours de ce contrôle administratif, des pièces supplémentaires peuvent être demandées au bénéficiaire de manière à consolider l'analyse du dossier en cas de précisions nécessaires sur certaines composantes du projet.

### 1. A la date de dépôt de la demande :

- Être âgé d'au moins 18 ans et de moins de 40 ans ;
- Justifier des **compétences requises** :
  - Cas n°1 : Être titulaire d'un diplôme agricole de niveau 4 minimum (Bac pro, BPREA, BTA, etc.) **et** justifier d'un plan de professionnalisation personnalisé (PPP) validé depuis moins de 36 mois.

### OU

- Cas n°2 : Être titulaire au moins d'un diplôme de niveau 4 quelle que soit la spécialité, **ET** prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois années précédant le dépôt de la demande. Le caractère professionnalisant de cette activité professionnelle sera validé par l'atteinte d'un score de 10 points dans la grille de validation croisée diplôme/expérience figurant en annexe 5 **et** justifier d'un plan de professionnalisation personnalisé (PPP) validé depuis moins de 36 mois.



## 1) Instruction cas n°1

*Cas n°1 : Être titulaire d'un diplôme agricole de niveau 4 minimum (Bac pro, BPREA, BTA, etc.) et justifier d'un PPP (Plan de Professionnalisation Personnalisé) validé depuis moins de 36 mois.*

### **Diplômes :**

Avoir obtenu un titre ou un diplôme inscrit dans **l'arrêté du 24 avril 2023** ou ses évolutions portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles D. 614-2 du code rural et de la pêche maritime.  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047516813>

### **Cas particulier de la détention de diplômes agricoles ne figurant pas sur l'annexe 1 de l'arrêté du 24 avril 2023 pris en application de l'article D 614-2 du CRPM**

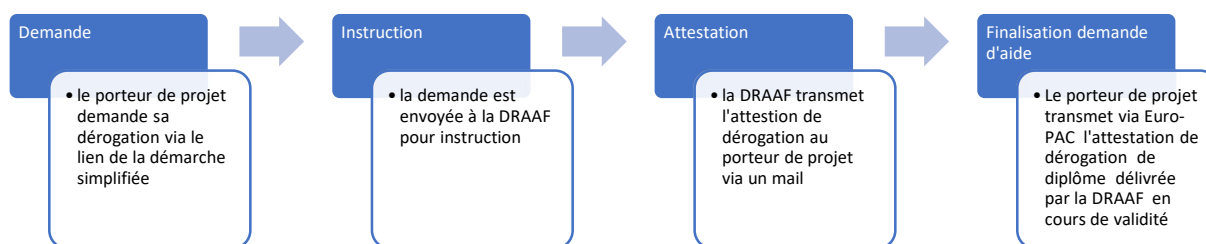
Cependant, si elles détiennent un diplôme, titre ou certificat de niveau 4 agricole minimum, elles peuvent, dans certains cas et sous réserve d'une instruction des services de la DRAAF, répondre à la condition de diplôme.

- Le porteur de projet a un diplôme agricole qui n'est pas sur la liste des diplômes de l'arrêté du 24 avril 2023 alors il peut demander une dérogation (diplômes étrangers, diplômes qui ont changé d'intitulé par exemple).

Une démarche de demande simplifiée a été mise en place avec les services de la DRAAF via ce lien pour demander une dérogation de diplôme :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installation-en-agriculture-derogation-de-diplome>

L'attestation éditée par la DRAAF devra être en cours de validité **ET** éditée via la liste de l'arrêté du 24 avril 2023 qui est l'arrêté pris en compte dans la DJA RDR4 du PSN.



### **Conformité de l'attestation délivrée par la DRAAF :**

- devra être en cours de validité
- **ET** éditée en référence à la liste de l'arrêté du 24 avril 2023 qui est l'arrêté pris en compte dans la DJA RDR4 du PSN

L'attestation est nécessaire pour déposer le dossier (la demande de dérogation doit être anticipée).

A noter que l'expérience professionnelle ne pourra plus être prise en charge dans les dérogations délivrées pour les demandes de DJA déposées à compter du 01/01/2024. L'expérience professionnelle pouvant être mise en avant dans la grille croisée diplôme/expérience et sera instruite par les services instructeurs des UT.

L'obtention d'un diplôme agricole de niveau 4 minimum de la liste de l'arrêté du 24 avril 2023 par la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) ne peut pas apparaître comme une voie dérogatoire, il s'agit d'une voie ordinaire d'obtention du diplôme (y compris dans l'acquisition progressive de la compétence professionnelle requise).

## 2) **Instruction cas n°2**

*Cas n° 2 : Être titulaire au moins d'un diplôme de niveau 4 quelle que soit la spécialité, **ET** prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois années précédant le dépôt de la demande. Le caractère professionnalisant de cette activité professionnelle sera validé par l'atteinte d'un score de 10 points dans la grille de validation croisée diplôme/expérience figurant en annexe 5 **et** justifier d'un plan de professionnalisation personnalisé (PPP) validé depuis moins de 36 mois.*

Le cas n°2 est possible si le candidat atteint 10 points sur la grille croisée diplôme/expérience, au dépôt de la demande. Il cumulera des points avec des points liés à son diplôme (non cumulatif) et à ses expériences agricoles professionnalisantes.

### a. Diplômes

Le porteur de projet doit être titulaire d'un diplôme non agricole de niveau 4 (3 points) ou d'un diplôme non agricole de niveau 5,6,7 ou 8 (4 points).

Titre du diplôme	Niveau de diplôme
CAP, BEP	3 (ne permet pas l'accès à la voie n°2)
Baccalauréat	4
DEUG, BTS, DUT, DEUST	5
Licence, licence professionnelle, BUT	6
Maîtrise	6
Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur	7
Doctorat, habilitation à diriger des recherches	8

La conformité du diplôme se vérifie sur [France Compétences](#) avec fiches RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles) où le niveau de diplôme se vérifie. Le fait que le diplôme soit actif ou non actif n'a pas d'importance dans l'instruction. L'arrêté de création si filières technologiques ([exemple](#)) peut également permettre la vérification de la conformité du niveau du diplôme.

Si le candidat a perdu son diplôme ou si le contrôle de l'authenticité du diplôme est nécessaire (document peu lisible par exemple). Il peut obtenir une attestation sur le site suivant : : <https://diplome.gouv.fr/sanddiplome/login>

#### i. Cas particuliers des Certifications de Spécialisation (CS)

Le certificat de spécialisation est un titre et non un diplôme du ministère chargé de l'agriculture qui atteste d'une qualification professionnelle dans un champ professionnel précis.

#### → **La certification de spécialisation ne donne pas accès à la DJA.**

Le certificat de spécialisation est accessible aux candidats titulaires de diplômes. Le SI en l'absence de pièces justificatives peut demander au porteur de projet de lui transmettre le diplôme qui lui a permis d'accéder au CS afin d'en faire l'instruction.

Le SI peut consulter le site de l'enseignement agricole <https://chlorofil.fr/diplomes/secondaire/cs> et prendre connaissance des arrêtés du CS concerné pour y connaître les conditions d'accès.

**Exemple :** CS Conduite de la production de plantes à parfum, aromatiques et médicinales :

[Arrêté du 2 mars 2020](#) portant création de l'option "conduite de la production de plantes à parfum, aromatiques et médicinales" du certificat de spécialisation et fixant ses conditions de délivrance (JO du 11 mars 2020)

##### Article 4

Le certificat de spécialisation option « conduite de la production de plantes à parfum, aromatiques et médicinales » est accessible aux candidats titulaires :

- d'un brevet professionnel option « responsable d'entreprise agricole » ;
- d'un brevet professionnel option « responsable d'atelier de productions horticoles » ;
- d'un baccalauréat professionnel option « conduite et gestion de l'entreprise agricole » ;
- d'un baccalauréat professionnel option « conduite de productions horticoles » ;
- d'un brevet de technicien supérieur agricole option « production horticoles » ;
- d'un brevet de technicien supérieur agricole option « agronomie production végétale » ;
- d'un brevet de technicien supérieur agricole option « analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole » ;
- d'un titre ou certificat du secteur de la production horticole, de niveau 4, enregistré au répertoire national des certifications professionnelles et cité dans l'arrêté du 29 octobre 2012 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L.331-2(3°), R.331-1 et D.343-4 du code rural et de la pêche maritime susvisé.

Le SI peut demander au porteur de projet s'il possède un de ses diplôme dans la liste

Les candidats ne justifiant pas d'un de ces diplômes peuvent également être admis sur décision prise par le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, conformément aux dispositions de l'article D.811-107-3 du code rural et de la pêche maritime susvisé.

Le SI ne prend pas en compte les voies dérogatoires dans l'instruction de la DJA

#### ii. Cas particuliers des diplômes étrangers non agricoles

Pour les titulaires de diplômes étrangers non agricoles une attestation de comparabilité délivrée par un organisme habilité est demandée.

Organisme habilité pour établir une attestation de comparabilité : NERIC-NARIC – [LIEN](#)

<https://www.france-education-international.fr/article/comment-demander-une-attestation?langue=fr>

Pour les diplômes qui ont une organisation représentative de la profession (Ordre des architectes ou infirmiers par exemple), le NERIC-NARIC ne délivre plus d'attestation.

→ L'autorité de gestion (service installation) appuiera la demande (via un courrier) auprès du NERIC-NARIC en expliquant le cas exceptionnel de la demande dans le cadre d'une dotation jeune agriculteur.

#### b. Grille croisée diplôme/expérience

L'expérience sera considérée comme professionnalisante dès lors que le candidat justifie de 10 points au moins dans la grille de validation croisée diplôme/expérience présentée ci-dessous, au dépôt de la demande. L'expérience valorisée est celle ayant eu lieu au **cours des trois années précédant la date de dépôt de la demande** (les expériences antérieures ne sont pas prises en compte). Il est possible de cumuler des points dans une ou plusieurs des catégories d'expériences en cas d'expériences multiples.

Conditions	Niveau* ou diplôme	Points DJA	Pièces justificatives et éléments d'appréciation de ce critère	
<b>DJA</b> : être titulaire au moins d'un diplôme de niveau 4 quelle que soit la spécialité	<b>Diplôme</b> de niveau 3 agricole (CAPa)		Joindre le diplôme ou l'attestation de comparabilité délivrée par un organisme habilité.	
	<b>Diplôme</b> de niveau 4 non agricole (BAC)	3		
	<b>Diplôme</b> de niveau 5,6,7 ou 8 non agricole	4		
	<b>Niveau</b> 3 agricole	Les niveaux ne sont pas pris en compte il n'y a donc pas de points possible		
	<b>Niveau</b> 4 non agricole			
	<b>Niveau</b> 5,6,7 ou 8 non agricole			
	<b>Niveau</b> 4 ou plus, agricole			
Conditions	Situations professionnelles significatives	Points DJA	Les attestations sur l'honneur ne sont pas prises en compte	
<b>Expérience</b>  L'expérience est prise en compte dans la limite de 24 mois et devra être à minima de 9 mois consécutifs pour couvrir un cycle de production.  <i>Nombre de points par type d'expérience pour une expérience de 24 mois (calcul des points au prorata temporis si expérience inférieure à 24 mois.)</i>	Expérience salariée agricole**		Contrats de travail, bulletin de salaire, attestations de l'employeur, certificats de travail <b>avec un rappel</b> de l'appartenance à la convention collective nationale de la production agricole et CUMA du 15 septembre 2020 ( <a href="#">Convention collective nationale de la production agricole et CUMA du 15 septembre 2020 - Légifrance (legifrance.gouv.fr)</a> ) ou convention collective équestre	
	<ul style="list-style-type: none"><li><b>Ouvrier</b> (selon la grille de la convention collective)**</li></ul>	7		
	<ul style="list-style-type: none"><li><b>Technicien</b> (selon la grille de la convention collective) **</li></ul>	8		
	<ul style="list-style-type: none"><li><b>Agent de maîtrise</b> (selon la grille de la convention collective) **</li></ul>	9		
	<ul style="list-style-type: none"><li><b>Cadre</b> (selon la grille de la convention collective) **</li></ul>	10		
		Expérience non salarié en tant que chef.fe d'exploitation (affilié MSA ATP ou ATS)	10	Attestation MSA
		Expérience en tant que titulaire d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) agricole	9	Contrat CAPE dans le cadre d'une activité agricole. Les contrats CAPE réalisés dans un domaine non agricole ne seront pas pris en compte.
		Expérience non salariée en tant que conjoint.ecollaborateur.ice / collaborateur.ice d'exploitation	7	Attestation MSA
		Expérience non salariée en tant que cotisant.e de solidarité	6	
		Expérience non salariée en tant qu'aide familiale	5	
		Expérience en tant que titulaire d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) non agricole mais en lien avec le projet d'exploitation	5	Contrat CAPE dans le cadre d'une activité non agricole (ex : expérience de gestion, commerce, comptabilité)
<b>Expérience CEFI, pour une durée de 12 mois et 3 mois minimum</b> <i>(calcul des points au prorata temporis si expérience inférieure à 12 mois)</i>	Expérience en tant que stagiaire dans le cadre d'un Contrat Emploi Formation Installation	8	Convention de stage et attestation de l'employeur	

\*Le niveau correspond au suivi de la formation sans obtention du diplôme.

\*\*Positionnement de votre expérience selon la grille de classification prévue par la Convention collective applicable aux salariés agricoles

La conformité des pièces justificatives pour les expériences salariées agricoles s'effectue sur la vérification de **trois éléments** :

- Convention collective nationale de la production agricole et CUMA du 15 septembre 2020
- Période de l'activité (combien de temps exactement) (durée et date)
- Statuts par expériences

Pour les expériences issues des centres équestres, la convention collective prise en compte sera la convention collective nationale des centres équestres. Les catégories explicitées dans la grille de classification des emplois et des qualifications sont à analyser comme suit :

Catégorie dans convention collective des centres équestres	Equivalence dans la grille croisée diplôme/expérience
1	Ouvrier
2	Ouvrier
3	Agent de maîtrise
4	Cadre
5	Cadre

#### Pièces complémentaires obligatoires demandées pour la compréhension de l'instruction de la grille croisée

- Curriculum vitae (CV) qui décrit le parcours complet et les formations mises en avant dans la "grille de compétences croisée diplômes/expériences" de façon chronologique sur les trois dernières années.

#### Expérience

L'expérience est prise en compte dans la limite de 24 mois et devra être à minima de **9 mois consécutifs** pour couvrir un cycle de production **sur une expérience au minimum**. La notion de 24 mois est un plafond pour une expérience donnée. Le porteur de projet peut cumuler plusieurs expériences sur 36 mois.

Nombre de points par type d'expérience pour **une expérience de 24 mois** (calcul des points au prorata temporis si expérience inférieure à 24 mois.)

« J'ai un diplôme de niveau 4 non agricole (3 pts), j'ai fait 26 mois en tant qu'ouvrier (7 points maximum), et 9 mois en contrat CAPE agricole (3,37 pts) = **13,37 points** »

##### i. Cas particuliers des expériences de 9 mois non consécutifs sur une seule expérience

Le SI peut envisager de considérer une seule coupure comme non significative sur une analyse complémentaire :

- Durée acceptée de moins 15 jours sur une même exploitation ou une exploitation de même production, le SI prend au prorata du temps passé dans chacune des expériences.

### Exemples :

**1/** « J'ai un diplôme de niveau 4 non agricole (3 pts), j'ai fait 8 mois ouvrier (2,33 pts), puis j'ai fait 7 mois en tant que technicien (2,33 pts) et 4 mois en tant que technicien (1,33 pts) dans la même exploitation avec une coupure de 15 jours calendaires puis 6 mois en tant qu'agent de maîtrise dans une autre exploitation (3pts) = 11,99 points »

➔ analyse = coupures de moins de 15 jours et même exploitation/production : considéré comme une seule expérience de plus de 9 mois

**2/** « J'ai un diplôme de niveau 4 non agricole (3 pts), 7 mois en tant que conjoint collaborateur et 8 mois en tant qu'ATP dans deux exploitations différentes et de productions différentes = 3 points < 10 pts »

➔ analyse = deux types de production différentes : considéré comme deux expériences de moins de 9 mois chacune

### *ii. Cas particuliers des mi-temps*

#### **Durée du travail d'un salarié à temps plein**

La base réglementaire à prendre en compte est un temps de travail hebdomadaire de 35 heures

Par mois : 151,67 heures

Par an : 1 607 heures

➔ Un contrat à mi-temps pendant 24 mois qui est présent toute l'année et participe à toutes les étapes du cycle de production

#### **Un contrat à mi-temps = totalité des points**

« J'ai un diplôme de niveau 4 non agricole (3 pts), j'ai fait 24 mois de contrat à mi-temps en tant qu'ouvrier (7 pts) et 12 mois à temps plein en tant que technicien (4 pts) = **14 points** »

➔ Un contrat à mi-temps annualisé qui ne travaille que sur certaines périodes de travaux et n'a pas l'expérience de toutes les étapes du cycle de production

#### **Un CDI à mi-temps annualisé = moitié des points**

« J'ai un diplôme de niveau 4 non agricole (3 pts), j'ai fait 24 mois de contrat à mi-temps annualisé en tant qu'ouvrier (3,5 pts) et 12 mois en tant que technicien (4 pts) = **10,5 points** »

Si moins d'un mi-temps (heures attendues) alors:

➔ Un contrat qui fait 10 heures/semaine pour participer à la vente sur des marchés, ou d'autres tâches régulières mais très spécialisées et correspondant à des pics d'activité hebdomadaires

**Un contrat à X heures/mois (cf bulletin de salaire) = proratiser**

« J'ai un diplôme de niveau 4 non agricole (3 pts), j'ai fait 24 mois de contrat à 20 heures/mois en tant qu'ouvrier ( $20/151,67 \times 7 = 0,93$  pts) et 12 mois en tant que technicien (4 pts) = **7,93 points** »

→ Dans l'exemple, le temps partiel à 20 heures/mois ne sera pas non plus compté dans les 9 mois consécutifs d'un cycle de production demandé.

---

**Aucune autre dérogation ne sera acceptée** (un point manquant, un mois manquant, etc.).

---

Il revient ensuite au porteur de projet d'envisager d'autres solutions possibles :

- L'obtention d'un diplôme agricole de niveau 4 minimum par la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) ; à noter que cette voie ne peut pas apparaître comme une voie dérogatoire, il s'agit d'une voie ordinaire d'obtention du diplôme,
- Dépôt de dossier sur la DNA si porteur de projet éligible,
- Acquérir des points supplémentaires et décaler la demande d'aide si cela est possible.

*iii. Cas particuliers des expériences agricoles à l'étranger*

Les expériences à l'étranger pourront être prises en compte dans l'expérience agricole significative.

**Pièces justificatives :**

**Les contrats de travail, attestations des employeurs (précisant la période d'activité), bulletins de salaire** seront demandés comme pièces justificatives pour les expériences à l'étranger.

Lorsque les documents ne sont pas établis en langue française, leur traduction par un traducteur assermenté est à joindre.

Vérification de **deux éléments** pour l'instruction :

- Période de l'activité (combien de temps exactement) (durée et date)
- Statuts par expérience

---

*iv. Cas particuliers des expériences non prises en compte*

Le woofing, les stages (hors CEFI), les périodes d'alternance en exploitation, ne seront pas pris en compte dans les expériences professionnelles agricoles significatives.

« J'ai un diplôme de niveau 4 non agricole (3 pts), j'ai fait 1 an en tant que contrat d'apprentissage (0 pts) et 2 mois en tant qu'ouvrier agricole (0 pts) = **3 points** »

### **3) Acquisition progressive des compétences requises**

Le candidat se trouvant dans l'une des situations dérogatoires listées en **annexe 3** de l'appel à projet pourra s'inscrire dans le cadre d'une acquisition progressive des compétences requises du cas n°1 qui lui sera accordée par [l'Autorité de gestion](#).



*Il ne lui sera alors pas demandé de justifier des compétences requises au moment du dépôt de la demande. Toutefois, il devra, au moment du dépôt de sa demande :*

- être titulaire d'un diplôme ou titre d'un niveau équivalent au brevet d'études professionnelles agricoles ou au brevet professionnel agricole ou titulaire d'un diplôme de niveau 3 non agricole et d'un plan de professionnalisation personnalisé agréé*
- **ET** s'engager à suivre une formation en vue d'acquérir le diplôme de niveau 4 agricole minimum et à valider son plan de professionnalisation personnalisé, dans un délai qui ne peut excéder trois ans à compter de la date de décision d'octroi des aides à l'installation.*

Le candidat se trouvant dans l'une des situations dérogatoires listées en **annexe 3** pourra s'inscrire dans le cadre d'une acquisition progressive des compétences requises (APCR) du cas n°1 qui lui sera accordée par l'Autorité de gestion.

Pièces justificatives prises en compte pour les situations décrites dans l'annexe 3:

Décès du cédant	<ul style="list-style-type: none"><li>• certificat de décès</li></ul>
Incapacité du cédant, qui empêche la continuité d'activité (maladie longue durée, incapacité professionnelle)	<ul style="list-style-type: none"><li>• certificat maladie longue durée ou d'incapacité professionnelle</li></ul>
Inscription du candidat à une formation agricole de niveau 4 durant l'année du dépôt de la demande mais impossibilité de valider la formation du fait d'un arrêt d'au moins 4 mois consécutifs durant l'année (congé lié à la parentalité par exemple),	<ul style="list-style-type: none"><li>• certificat d'arrêt maladie</li></ul>
Inscription du candidat à une formation agricole de niveau 4 durant l'année du dépôt de la demande mais demande déposée avant que la formation ne soit terminée et validée du fait de l'atteinte de l'âge limite de 40 ans	<ul style="list-style-type: none"><li>• justificatifs d'inscription à une formation</li></ul>

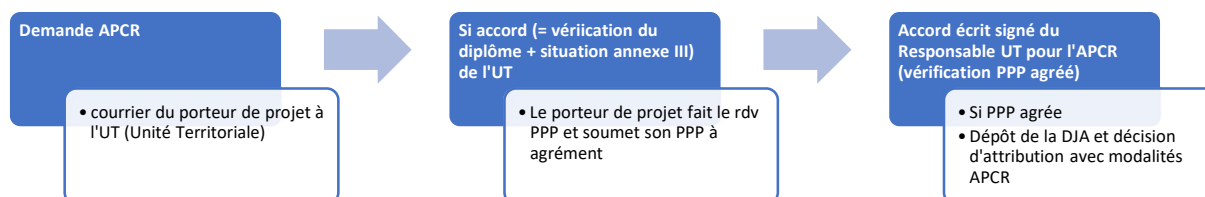
## **2 conditions à la demande d'aide :**

-Disposer d'un PPP agréé au dépôt de la demande d'aide ;  
-Avoir obtenu de la part des services compétents de l'autorité de gestion un courrier de confirmation de la décision favorable à l'acquisition progressive, au dépôt de la demande d'aide.

La décision favorable à l'acquisition progressive des compétences requises doit être obtenue de la part l'autorité de gestion (Responsable Unité Territoriale) avant le dépôt de la demande d'aide. Un échange entre l'UT et l'autorité de gestion (Région) est demandé du moins dans les premiers temps de la nouvelle programmation.



## **Circuit de gestion :**



**Il n'y a pas de délai supplémentaire accordé pour l'acquisition des compétences requises.**

### **4) Plan de professionnalisation personnalisé (PPP)**

Pour les PPP validés, le candidat dispose d'un délai maximal **de 36 mois** entre la validation (ou l'agrément dans le cadre de l'acquisition progressive des compétences requises) de son PPP (Plan de Professionnalisation Personnalisé) et **la date du dépôt de la demande**.

- ➔ PPP validé avant le 01 janvier 2024 : Date de validité sur l'attestation est de 24 mois mais la Région prendra bien en compte 36 mois.

Pour l'APCR le PPP devra être agréé au moment du dépôt de la demande. Ce plan de professionnalisation personnalisé devra être validé dans un délai qui ne peut excéder trois ans à compter de la date de décision d'octroi des aides à l'installation.

### **5) Bénéficiaires éligibles**

*A compter de la date de l'installation (et au plus tard au terme du plan d'entreprise dans le cas d'une installation progressive) et jusqu'au terme du plan d'entreprise :*

- Être à la tête d'une exploitation, ce qui signifie :
  - être agriculteur actif,
  - ou, dans le cas d'une installation sous forme sociétaire, détenir au minimum 10 % des parts sociales de la société et être assuré au titre des activités exercées dans la société contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). Dans le cas particulier d'une société avec plus de 10 associés exploitants le porteur de projet devra détenir minimum 1/X% des parts (X égal le nombre d'associés exploitants).
  - ou, dans le cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant ATEXA, détenir plus de 10 % des parts sociales de la société et relever du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM, à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 (exploitations de culture et d'élevage) et que plus de 50% des parts sociales de la société concernée soient détenues par des associés gérants salariés.
- Pour la filière équine/asine : détenir en propriété au moins 5 animaux (animaux de plus de 6 mois) dont au moins 3 reproducteurs (voir annexe 4)

## 6) Les revenus

Le Revenu Professionnel Global (RPG) est constitué de la somme du Revenu Disponible Agricole (RDA) et des revenus extérieurs.

### a. Revenu Disponible Agricole

Le calcul du RDA pour les installations en individuelles, en sociétés ou en société sans cotisant ATEXA sont définies dans la fiche de calcul RDA téléchargeable sur Euro-Pac via l'AAP complet.

Le RDA est constitué des revenus issus des activités liées à la production agricole suivantes :

- activités de production primaire : produits du sol et de l'élevage directement issus de l'exploitation, y inclus les aides PAC (dont ICHN)
- la vente des produits transformés sur l'exploitation et réalisés à partir de produits provenant de l'exploitation,
- les activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation (les revenus non pris en compte sont détaillées en annexe 6).

*Les produits tirés des activités de diversification dans le prolongement de l'exploitation ou ayant pour support l'exploitation (par exemple chambres et tables d'hôtes, campings à la ferme, fermes et visites pédagogiques, etc.) sont également intégrés dans le calcul du revenu disponible agricole ; cependant, ces produits ne peuvent pas représenter plus de 50% des produits totaux de l'exploitation.*

#### Pour les activités équines/asines :

- ⇒ Les activités générant des revenus agricoles (activités équines/asines) pris en compte dans le revenu agricole :
  - produits de l'élevage (vente poulains et chevaux issus de l'élevage) ;
  - produits de la reproduction (saillies).
  - entraînement des chevaux de courses
  - activités de dressage, débouillage des jeunes chevaux ;
- ⇒ Les revenus des activités non pris en compte dans le revenu agricole :
  - pension si accompagnée d'une mise en valeur par l'exploitant (participation à des concours) ;
  - activités de centre équestres (cours d'équitation, prise en pension, location des animaux à fins de randonnées) ;
  - l'équithérapie ;
  - activité de spectacle.

### b. Les revenus professionnels extérieurs à l'exploitation (revenus professionnels non agricoles)

Les revenus professionnels non agricoles correspondent à des revenus professionnels qui sont extérieurs à l'exploitation.

Les revenus extérieurs sont ceux qui figurent sur l'avis d'imposition. **Il s'agit donc des revenus fiscaux (par exemple salaires, abattement de 10% déduit ou frais réels déduits).**

Sont considérés comme des revenus professionnels extérieurs à l'exploitation (revenus professionnels non agricoles) :

- les revenus issus d'activités salariées, artisanales ou libérales ;
- les revenus tirés des activités d'entreprises de travaux agricoles ;
- les revenus tirés de prestations de services (dont honoraires et autres rémunérations perçues par les experts agricoles) ;
- les revenus issus d'activités touristiques ne correspondant pas à des prestations de services ;
- Autres activités liées aux équidés : activités de service (débardage, travail dans les champs et autres travaux agricoles et forestiers), promenades et randonnées hors prolongement d'une activité de centre équestre, gains de course, mise en pension sans mise en valeur, gardiennage sans préparation et entraînement, activité de spectacle, transport d'équidés, enseignement de l'équitation sans mise à disposition de la cavalerie, équithérapie.

**L'ensemble de ces revenus s'ajoute au revenu disponible agricole pour constituer le revenu professionnel global du bénéficiaire.**

Les revenus suivants ne sont pas comptabilisés dans le revenu professionnel global :

- les retraites et indemnités Pôle emploi, y compris l'aide aux créateurs ou repreneurs d'entreprise (ACRE) ;
- le revenu de solidarité active (RSA) ;
- les revenus tirés de locations (non agricoles) ;
- les placements mobiliers ;
- les indemnités perçues au titre des mandats professionnels, politiques, ou syndicaux
- les dédommagements perçus par les secrétaires d'assurances mutuelles agricoles ou les administrateurs de banques à caractère mutualiste agricole

Pour les investissements suivants ne figurant pas dans le plan d'entreprise, les annuités (ou charges) correspondantes ne seront pas incluses dans le calcul du RDA :

- Les investissements liés à une activité générant du revenu extérieur ;
- Les investissements non destinés à un usage professionnel (ex : habitat, matériels et logiciels informatique destinés à un usage personnel, véhicule personnel) ;
- Le croît interne de cheptel ;
- Le coût de la main d'œuvre lié à l'auto-construction.

<b>METHANISATION</b>	<b>Investissement porté par l'exploitation d'installation</b>	<b>Investissement NON porté par l'exploitation d'installation</b>
Prise en compte dans le RPG	Oui	Non
Prise en compte dans le RDA	Oui, uniquement si 50% des produits issus de l'exploitation	Non
<b>PHOTOVOLTAIQUE</b>	<b>Investissement porté par l'exploitation d'installation</b>	<b>Investissement NON porté par l'exploitation d'installation</b>
Prise en compte dans le RPG	Oui	Non
Prise en compte dans le RDA	Non	Non

c. Cas particuliers des candidats déjà affiliés au régime des non salariés des professions agricoles avant le dépôt de la demande de DJA

i. *Le revenu initial et la détention de parts sociales*

Cette règle d'éligibilité ne concerne que le candidat aux aides à l'installation qui remplit les conditions d'assujettissement au régime des non-salariés des professions agricoles. Par exemple, pour un cotisant solidaire, cette vérification ne sera pas réalisée.

Pour une installation individuelle, il sera vérifié que le candidat a dégagé sur les 3 derniers exercices un revenu agricole inférieur à 1 SMIC (applicable au 1er janvier de l'année du dépôt de la demande) pour une installation à titre principal et une installation progressive ou à 0,5 SMIC pour une installation à titre secondaire. Pour une installation sociétaire, il sera vérifié sur les 3 derniers exercices que le revenu du candidat est inférieur à : 1 SMIC/chef d'exploitation (applicable au 1er janvier de l'année du dépôt de la demande) pour une installation à titre principal ou 0,5 SMIC pour une installation à titre secondaire.

ii. *Le calcul du revenu*

Ce calcul s'effectue conformément à la fiche 'tableau de calcul RDA' pour une installation individuelle ou sociétaire. A cet effet, le candidat doit fournir sa comptabilité des 3 derniers exercices. Celle-ci peut faire l'objet d'une reconstitution.

Les revenus correspondant à la moyenne des résultats sont présentés sous forme d'une fiche de synthèse établie à partir de la comptabilité de gestion de l'entreprise.

En cas d'activité inférieure à 3 ans, il convient de retenir la moyenne des deux dernières années ou des 12 derniers mois, en fonction de la date de début d'activité. Pour une durée d'activité inférieure à 12 mois, les résultats sont pris en considération lorsque la durée d'activité est représentative d'un cycle de production.

A l'absence de comptabilité, le candidat devra fournir :

- un tableau qui permette de reconstituer le calcul de l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) ;
- des justificatifs utilisés (déclaration de TVA, facture de vente, d'achat, etc..).

iii. *Les objectifs de revenu du plan d'entreprise*

Le PE doit présenter un objectif de revenu supérieur ou égal à 1 SMIC/chef d'exploitation en 4e année. Le projet doit donc apporter des objectifs concrets permettant de justifier de l'augmentation de revenu.

L'importance de ce projet doit permettre de conclure à la viabilité de l'exploitation et justifier de l'octroi des aides à l'installation.

Il convient par ailleurs de rappeler que le démarrage du plan d'entreprise ne peut être antérieur au dépôt de la demande d'aides à l'installation. Toutes les conditions de la situation initiale du PE ne peuvent donc être réunies à la date de dépôt de la demande d'aides à l'installation.

## 7) **Exclusion**

Pour les candidats à l'installation (en individuel et en société) relevant du régime des non-salariés des professions agricoles à la date de la demande d'aides, ceux-ci ne doivent pas avoir dégagé un Revenu Disponible Agricole (RDA)  $\geq 1$  SMIC annuel en moyenne sur les 3 derniers exercices pour les Installations à Titre Principal (ITP) et les Installations progressives (IP) et  $\geq 0,5$  SMIC annuel en moyenne sur les 3 derniers exercices pour les Installations à Titre Secondaire (ITS).

La valeur du SMIC à considérer est le SMIC en vigueur au 1er janvier de l'année de dépôt du dossier de demande d'aide. Le décret sur le SMIC 2024 est celui-ci :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048604676>

1 766,92 € bruts par mois,	21 2003,04€ bruts par an
1 398,69 € nets par mois	16 784,28€ nets par an

### **Sont exclues de ce dispositif :**

- les installations visant majoritairement la production de produits piscicoles, aquacoles et salicoles,
- les installations au sein de la filière équestre (centres équestres, pension des animaux si celle-ci s'accompagne d'une mise en valeur par l'exploitant, équithérapie et activités de spectacle),
- les installations pour lesquelles le candidat à l'installation, au moment du dépôt de la demande d'aides à l'installation :
- demandeur qui a déjà perçu une partie ou la totalité d'une aide au titre de la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) sauf cas de réinstallation suite à une déchéance totale avec reversement de l'aide.

### **En installation individuelle et société :**

- - est déjà affilié à un régime protection sociale des personnes non salariées professions agricoles (AMEXA) en tant que chef d'exploitation
- - et dispose d'un revenu agricole par chef d'exploitation égal ou supérieur à un SMIC (ou 0,5 SMIC dans le cadre d'une installation à titre secondaire).

### **Ou**

ITP + SMIC = Exclu de la DJA

ITP + < SMIC = Eligible à la DJA

ITS + <0,5 SMIC = Eligible à la DJA

### **En installation en société :**

- est déjà associé-exploitant d'une société agricole et dispose de plus de 10 % des parts sociales ou dans le cas particulier d'une société avec plus de 10 associés exploitants dispose au minimum  $1/X\%$  des parts (X égal le nombre d'associés exploitants)
- et dispose d'un revenu agricole par chef d'exploitation égal ou supérieur à un SMIC (ou 0,5 SMIC dans le cadre d'une installation à titre secondaire).

>10% PS + SMIC = Exclu de la DJA

<10% PS + SMIC = Exclu de la DJA

>10% PS + < SMIC (0,5 SMIC pour une ITS) = Eligible à la DJA

<10% PS + < SMIC (0,5 SMIC pour une ITS) = Eligible à la DJA

## 8) Installation sur plusieurs exploitations agricoles

L'installation sur plusieurs exploitations agricoles peut être acceptée dans les conditions cumulatives suivantes :

- le nombre d'exploitations agricoles est limité à deux,
- l'installation sur ces deux structures est nécessaire à la mise en œuvre du projet économique,
- ces deux exploitations agricoles doivent développer des activités économiques complémentaires\* pour atteindre au moins le revenu disponible agricole minimum requis (1 SMIC ou 0,5 SMIC pour ITS),
- l'activité sur ces deux exploitations agricoles ne doit pas conduire à détourner d'autres réglementations telles que la réglementation sur les installations classées, la réglementation fiscale, le plafonnement de certaines aides, la modulation des aides du 1er pilier, ...

*\*la complémentarité des activités fait référence à des tâches effectuées par chacune des exploitations pour aboutir à un produit fini à commercialiser (et non pas à une production différente par structure, sinon toutes les productions auraient pu se faire sur la même structure).*

exemples :

- ⇒ une structure qui produit et la seconde qui transforme (individuel qui fait du lait de vache + EARL qui le transforme en fromage) ;
- ⇒ une structure qui produit et la seconde qui commercialise (EARL qui fait du vin + SARL qui le commercialise).

Les activités constituent une succession d'étapes indispensables pour que le produit fini commercialise permette au porteur de projet de dégager un revenu suffisant.

Installation sur deux exploitations agricoles pour séparer la production AB et conventionnelle : à titre dérogatoire, pour une production ou un atelier donné, si une scission en deux entités juridiques est rendue nécessaire en raison du mode de production en Agriculture Biologique, la notion de complémentarité des activités ne sera pas à vérifier.

Le porteur de projet devra présenter un seul PE aggloméré résultant de l'addition des données technico-économiques des deux exploitations. Ce PE aggloméré devra être au nom de :

\* la structure à objet agricole, si le porteur de projet s'installe simultanément dans une société à objet majoritairement agricole et dans une société à objet non majoritairement agricole (commerciale par exemple)

\* la société dans laquelle le porteur de projet détient la plus grande proportion de parts sociales, s'il s'installe simultanément dans deux structures à objet majoritairement agricole. ex : il détient 15 % de l'EARL x et 30 % de l'EARL y, le PE sera à monter au nom de l'EARL y.

## **9) Prise en compte des congés parentaux**

### LE JEUNE AGRICULTEUR BENEFICIAIRE DE CERTAINES PRESTATIONS

Le bénéficiaire du complément de libre choix d'activité (CLCA) ou du complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA) ou de la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) ou de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) ne peut pas solliciter la DJA pendant la durée du versement de son allocation sauf s'il renonce à son bénéfice. Il serait en effet, en cas d'octroi de la DJA, dans l'impossibilité de mettre en œuvre son PE. Le bénéfice du CLCA ou du COLCA ne pourra en conséquence être accordé qu'au-delà de cette période de 5 ans.

### COMPLEMENT DE LIBRE CHOIX D'ACTIVITE ET COMPLEMENT OPTIONNEL DE LIBRE CHOIX D'ACTIVITE A TAUX PLEIN ou de la PRESTATION PARTAGEE D'EDUCATION DE L'ENFANT

Les personnes déjà bénéficiaires des aides à l'installation et pour lesquelles la conformité de l'installation a été établie peuvent solliciter le CLCA et le COLCA à taux plein. Cependant, la cessation totale de l'activité doit être compensée par un apport de main d'œuvre équivalent. L'activité agricole peut être effectuée par un salarié dans le cadre d'un contrat de travail, par un aide familial ou un conjoint collaborateur participant aux travaux. L'embauche d'un jeune en contrat d'apprentissage ou en stage ne peut pas être retenue dans la mesure où l'exploitant n'est pas présent sur la structure et en raison des avantages sociaux ainsi cumules par l'agriculteur. En tout état de cause, la personne réalisant l'activité sur l'exploitation doit être en règle au regard de la réglementation du travail et assurée pour les maladies et risques professionnels.

La réalisation du projet du candidat et le respect de ses engagements sont suspendus pendant la durée de cessation totale de l'activité agricole. Le terme de ses engagements est donc reporté d'un temps égal à celui du bénéfice du CLCA ou du COLCA.

### COMPLEMENT DE LIBRE CHOIX D'ACTIVITE ET COMPLEMENT OPTIONNEL DE LIBRE CHOIX D'ACTIVITE A TAUX PARTIEL ou de la PRESTATION PARTAGEE D'EDUCATION DE L'ENFANT

Lorsque le bénéficiaire de la DJA perçoit le CLCA ou le COLCA à taux partiel, il n'est pas tenu de se faire remplacer s'il ne diminue pas son activité de plus de 50 %. Cette condition sera vérifiée sur la base des pièces fournies par l'organisme de prestation sociale. Par contre, il est impossible pour un associé en GAEC de bénéficier du CLCA ou du COLCA à taux partiel.

## **V. Eligibilité géographique**

*« Les candidats éligibles sont ceux qui s'installent sur une exploitation dont le siège social se situe(ra) en Occitanie. »*

Le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique qui détermine cette règle comme condition d'éligibilité et règle d'articulation et de répartition des dossiers entre les régions.



Concernant l'application de cette règle, si le siège social du porteur de projet change de Région en cours de projet, il y aura une déchéance totale puisqu'il s'agit d'une condition d'éligibilité au vu de la rédaction actuelle de l'AAP.

## **VI. Le montant de la Dotation Jeune Agriculteur**

### **1) Conditions générales du montant de base**

Le montant des aides à l'installation dépend d'un montant de base défini par la zone d'installation (zone de plaine, zone défavorisée hors montagne, montagne), du type d'installation (installation à titre principal, installation à titre secondaire) et des modulations.

**1. Zone de plaine : 12 000 €.**

**2. Zone défavorisée (soumise à des contraintes naturelles ou spécifiques) : 17 000 €.**

**3. Zone de montagne : 23 000 €.**

**Zone défavorisée** = zone défavorisée simple + piémont + autre zone défavorisée

**Zone de montagne** = montagne + haute montagne

L'aide est accordée sous forme d'un montant forfaitaire.

En fonction des modulations octroyées et de la localisation du projet, le montant de l'aide peut varier entre 12 000€ et 38 000 €.

### **2) Instruction de la zone d'installation**

L'instruction de la demande d'aide comprend une étape de définition du montant de l'aide, sur la base des éléments fournis par le candidat à l'installation.

- En premier lieu, le service instructeur vérifie la **zone d'installation** qui déterminera notamment le montant de base des aides de la DJA.

Une exploitation est considérée comme relevant d'une zone (plaine, défavorisée ou de montagne) quand son siège social et que 80 % de sa Surface Agricole Utile (SAU) sont sur cette zone.

A défaut, la zone la plus favorisée entre le siège et le foncier **(en terme de facilité de production)** sera retenue.

Si aucune zone ne fait 80%, la combinaison la plus favorisée permettant d'atteindre 80% sera retenue. Exemple : 15% plaine, 15% défavorisée et 70% en montagne équivaut à 15% en plaine et à 85% au moins en défavorisé, le zonage défavorisé sera ici retenu.

La zone de montagne est définie par l'article R. 113-14 du code rural et de la pêche maritime et ses évolutions.



La zone de localisation qui conditionne le montant de base est calculée à partir de la SAU exploitée et maîtrisée.

Elle comprend :

- les terres arables ;
- la superficie toujours en herbe (STH) ;
- les cultures permanentes (vignes, vergers, plantes aromatiques...) ;
- les surfaces bois pâturé si la surface sous-bois est à prédominance herbagère (SPH) ou à prédominance ligneuse (SPL)
- les surfaces en jachère, parcours et landes, si exploités.

Elle n'inclut pas les bois et les forêts.

Cette SAU est non pondérée.

Afin de préciser la maîtrise foncière il est attendu la mise à disposition des documents :

- les surfaces en propriété, en location (baux ruraux de plus de 9 ans),
- la mise à disposition,
- prêt à usage, commodat,
- bail SAFER, attestation de location,
- convention Pluriannuelle de Pâturage de 6 ans (les CPP sont autorisées, hors zone de montage, sur les communes à risque global d'incendie de forêt moyen ou fort).
- concession de Pâturage de 5 ans ou plus
- convention d'Occupation Précaire de 5 ans ou plus
- convention d'Occupation Provisoire et Précaire (de 5 ans ou plus ou en attente achat SAFER)

La maîtrise foncière s'entend sur la durée des engagements DJA.

⇒ Pour les zones de montagne sont pris en compte les conventions pluriannuelles, baux verbaux et foncier collectif.

Une attestation du propriétaire pour les baux verbaux est attendue qui précise la durée et le nom du jeune agriculteur.

Pour les installations dans les sociétés existantes la maîtrise foncière la justification des surfaces déjà exploitées avant l'installation se fait avec la mise à disposition des documents suivants :

- Déclaration PAC N-1
- CVI
- relevé parcellaire MSA

La zone d'installation sera vérifiée à deux niveaux :

- Instruction au niveau de la demande d'aide : contrôle de la zone d'installation sur les 4 années du PE qui doit correspondre à celle demandée
- Instruction au moment de la demande de 1er paiement : le SI vérifie que le foncier se situe dans la zone sollicitée. Il vérifiera également le siège d'exploitation.

### Modalités de contrôle au moment du dépôt de la demande d'aide

Point de contrôle	Supports	Pièces justificatives
Vérification de la zone d'installation sur les 4 années du PE	Plan d'Entreprise  SIREN, Kbis ou tout autre document	Documents fonciers de l'ensemble du foncier présenté dans le PE sur les 4 années du PE : projets/promesses d'actes : achat, bail, commodat, convention d'occupation précaire, convention de mise à disposition ou autres actes assimilés.  Vérification du siège social

### Modalités de contrôle au moment du 1<sup>er</sup> acompte

Point de contrôle	Supports	Pièces justificatives
Vérification que le foncier se situe dans la zone sollicitée	Plan d'Entreprise et tableau de synthèse foncière	Documents fonciers de l'ensemble des surfaces présentées dans le PE : actes : achat, bail, commodat au minimum de 5 ans, convention d'occupation précaire, convention de mise à disposition ou autres actes assimilés.

**le SI vérifiera que le jeune justifiera au moins 75% du foncier maîtrisé au regard de la situation initiale, au moment de la demande 1<sup>er</sup> acompte.**

### Pour les porteurs de projet s'installant dans une société déjà existante :

Le foncier déjà exploité avant l'installation par les exploitants associés sera considéré comme du foncier maîtrisé.

*Exemple : un jeune rentre dans un GAEC qui exploitera 200 ha. Si le jeune apporte 40 hectares de location il devra justifier des 40 ha apportés. Pour le reste des 160 hectares il devra justifier via la déclaration PAC ou le parcellaire MSA ou CVI. Il ne sera pas demandé la totalité des actes foncier sur les 200 ha.*

### Modalités de contrôle au moment du dépôt de la demande d'aide et de la demande du 1<sup>er</sup> acompte

	Point de contrôle	Supports	Pièces justificatives
<b>Foncier déjà existant = foncier maîtrisé</b>	Vérification de la zone d'installation sur le foncier déjà existant considéré comme du foncier maîtrisé	Plan d'Entreprise et tableau de synthèse foncière	Déclaration PAC N-1 par rapport à la date de demande d'aide <b>ou</b> CVI <b>ou</b> relevé parcellaire MSA
<b>Foncier apporté par le porteur de projet</b>	Vérification de la zone d'installation sur le foncier apporté		Documents fonciers de l'ensemble des surfaces présentées dans le PE

*Exemple : un jeune rentre dans un GAEC qui exploitera 160ha en montagne et que le jeune apporte 40 ha (35 ha en ZD et 5ha en montagne), on a 165ha en montagne donc 82,5% en zone de montagne*

### **Pour les porteurs de projet s'installant dans une société en création :**

Cas particulier pour les sociétés en création le porteur de projet peut justifier le foncier exploité par la société par des conventions de mise à disposition pour le foncier détenu par les futurs associés exploitants avant l'installation et la création de la société. Des éléments devront être précisés sur ce document : liste des parcelles mises à disposition, total de la superficie mise à disposition, date de mise à disposition, signature du gérant de la société ou de tous les associés en cas de GAEC.

Si les conventions de mise à disposition fournies contiennent bien les éléments demandés, les exploitants n'auront pas à fournir les actes originaux du foncier faisant l'objet de la mise à disposition (baux, actes de propriété).

### **3) Instruction des modulations**

- En second lieu, le service instructeur vérifie, pour chacune des **modulations sollicitées**, l'éligibilité de la demande au regard des actions prévues dans le PE et des pièces apportées par le candidat à l'installation.

Le montant de la DJA, ne peut excéder 38 000 euros. Le montant des aides accordées ne peut en aucun cas être supérieur à la demande faite par un candidat.

Les montants de base et les montants des modulations sont divisés par deux dans le cas d'une installation à titre secondaire. Le passage d'une ITS à une ITP en cours d'engagement ne permet pas d'augmenter la dotation.

### **Le financement de la DJA**

La Région Occitanie assure le financement des contreparties du socle de base et des modulations (en contrepartie à 60 % de FEADER).

#### **a. Hors cadre familial**

*L'installation hors cadre familial s'entend comme l'installation sur une exploitation agricole indépendante de l'exploitation d'un parent (ou d'un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3ème degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil).*

*L'indépendance de l'exploitation est vérifiée à partir des éléments du foncier.*

*Le critère est vérifié à la date de dépôt de la demande des aides à l'installation et au paiement de l'acompte.*

*Il donnera droit à une modulation forfaitaire de 5.000€.*

L'installation hors cadre familial s'entend comme l'installation sur une exploitation agricole indépendante de l'exploitation d'un parent et ceci sur les 4 années du plan d'entreprise.

La vérification de cette modulation se fera :

- lors de l'instruction de la demande de DJA
- lors de l'instruction de la demande de 1er acompte de la DJA.

Il n'y aura pas de vérification lors de la demande de paiement du solde en fin d'engagements.

Une tolérance de 50% au maximum de foncier précédemment exploité par un parent sera permise au regard de l'ensemble du foncier (avec et sans bâtiments).

## DÉFINITIONS

**Exploitation agricole indépendante** : les bâtiments considérés comme étant structurants pour le porteur de projet (pour les exploitations 100% en hors sol) ou l'ensemble du foncier correspondant au projet (pour les autres exploitations).

→ **Pour les cas ne présentant pas de foncier, le SI prendra en compte les bâtiments structurants (pour certains apiculteurs par exemple).**

**Bâtiments structurants** : les principaux (\*) bâtiments de production, transformation, commercialisation structurants correspondant à la production majoritaire (\*) envisagée sur l'exploitation que va intégrer le porteur de projet.

Exemples : stabulation, porcherie, poulailler, miellerie, chambre froide, laboratoire, magasin de vente, ... (liste non exhaustive). Les hangars ne sont pas pris en compte hormis pour le stockage des produits destinés à être commercialisés.

(\*) : à apprécier par le service instructeur en fonction du contenu du Plan d'Entreprise et/ou de l'étude économique détaillée

Schéma du mode opératoire du contrôle :



**Ancien exploitant** : personne qui mettait en valeur le foncier pour un usage agricole avant reprise de ce foncier par le porteur de projet. Peu importe le statut de « l'ancien exploitant » à la MSA, seule compte la notion de mise en valeur pour un usage agricole (à distinguer des autres usages, dont l'usage récréatif par exemple).

## Mise en œuvre du contrôle d'absence de lien de parenté avec les anciens exploitants et les futurs associés

Le porteur de projet, pour assurer la complétude de son dossier de demande d'aide, devra déposer sur Euro-PAC un tableau présentant le détail des surfaces reprises, ou la liste des bâtiments structurants présents et l'identité de l'ancien exploitant.

L'absence de lien de parenté est à rechercher avec tous les cédants c'est-à-dire tous les associés-exploitants de la société qui cède.

En plus des conditions précédemment citées, il sera vérifié, dans le cadre d'une installation sociétaire, le degré de parenté du candidat et de son conjoint avec l'ensemble des associés cédants ou en activité et de leur conjoint.

Pour ce cas, il convient de vérifier le lien familial avec tous les associés, exploitants ou non exploitants, cédant tout ou partie de leurs parts sociales et avec les autres associés exploitants en activité présents au moment du dépôt de la demande d'aide.

Le lien familial avec les associés non exploitants ne cédant pas leurs parts sociales n'est pas à contrôler : seuls les associés non exploitants cédant tout ou partie de leurs parts sociales depuis le dépôt de la demande d'aide ou au cours du PE sont à contrôler.

Lors de la création d'une société, le lien de famille avec les associés non exploitants n'est pas à contrôler. Par contre, le lien de famille doit être vérifié avec l'agriculteur, et son conjoint, qui a exploité précédemment les terres reprises par la société.

Ainsi, il ne pourra pas être reconnu comme installation « hors cadre familial » un regroupement de l'exploitation du jeune et d'une exploitation d'un membre de la famille au sein d'une nouvelle société ou d'une société déjà existante au cours de 4 années du plan d'entreprise.

## **RÉALISATION DU CONTRÔLE PAR LE SERVICE INSTRUCTEUR (UT)**

---

**L'exploitation est 100% en hors sol** : vérifier l'absence de lien de parenté avec les anciens exploitants des bâtiments considérés comme étant structurants pour le projet du candidat à l'installation.

Si un bâtiment considéré comme structurant pour le porteur de projet n'était pas précédemment mis en valeur à des fins agricoles, une attestation sur papier libre du propriétaire devra être fournie au SI pour l'attester.

Si un bâtiment était structurant pour l'ancien exploitant mais qu'il ne l'est pas dans le projet du porteur de projet, il ne sera pas pris en compte.

**L'exploitation n'est pas 100% en hors sol** : vérifier l'absence de lien de parenté avec les anciens exploitants pour 50% du foncier minimum.

A l'aide du tableau hors cadre familial remis par le porteur de projet, commencer à examiner les surfaces les plus conséquentes de manière à limiter autant que possible le nombre de justificatifs à demander. Dès lors que l'absence de lien de parenté est justifiée pour 50% des surfaces, le contrôle s'arrête.

### **JUSTIFICATIFS**

- ⇒ Les justificatifs concernant le **porteur de projet** ainsi que concernant ses parents, sa ou son conjoint.e et les parents de sa ou son conjoint.e : actes officiels d'état civil (livret de famille, acte de naissance de moins de 3 mois, acte de mariage, certificat de décès, etc.).
- ⇒ Les justificatifs concernant **l'exploitant précédent** (ou dans le cas des sociétés : des **associés-exploitants cédants** ou des **futurs associés-exploitants**) ainsi que concernant son ou sa conjoint.e :

- documents permettant d'identifier l'ancien exploitant : relevé parcellaire MSA ou CVI ou titre d'exploitation ;
- actes officiels d'état civil (livret de famille, acte de naissance, acte de mariage, certificat de décès, etc.) ;
- autres documents jugés pertinents.

**Les actes d'État civil et livrets de famille des parents des cédants et des parents des conjoints de cédants ne seront pas réclamés, car non indispensables à la bonne réalisation du contrôle d'absence de lien de parenté jusqu'au 3ème degré. Il en sera de même pour les documents relatifs aux parents et beaux-parents des futurs associés du porteur de projet.**

Pour les cas particuliers, sont également acceptés :

- tous les actes officiels type acte notarié
- les attestations sur l'honneur du ou des propriétaire(s) (ou des anciens propriétaires dans le cas d'un achat de foncier) certifiant que lesdites surfaces n'étaient précédemment pas mises en valeur à titre régulier (c'est à dire avec leur accord) pour un usage agricole.

Les attestations issues des généalogistes ne seront pas acceptées.

## **CAS PARTICULIERS DÉROGATOIRES AU CAS GÉNÉRAL**

### **Cas d'une reprise de foncier auprès ou par l'intermédiaire des opérateurs suivants : SAFER / collectivités territoriales / associations foncières pastorales / coopératives / associations de loi 1901**

Le porteur de projet devra fournir au service instructeur (SI) les projets/promesses d'actes pour assurer la complétude du dossier nécessaire à son instruction. Les types d'actes suivants sont concernés : **achat, bail, convention d'occupation précaire, convention de mise à disposition, ou autres actes assimilés**. Ces documents sont à fournir dès la demande. Pour le foncier repris dans ces conditions l'absence de lien de parenté avec les anciens exploitants ne sera pas à rechercher.

Cette disposition s'étend aux surfaces prises en location par le porteur de projet et qui étaient précédemment mises en locations via des baux SAFER à d'autres exploitants par le même propriétaire.

### **Cas de la reprise de surfaces / bâtiments structurants précédemment non exploités**

Une attestation sur papier libre des propriétaires devra être fournie au SI certifiant sur l'honneur que le foncier / les bâtiments n'ont pas été mis en valeur à des fins agricoles depuis 3 ans ou plus. Dans le cas des indivisions, l'attestation devra être signée par tous les indivisaires ou le représentant de l'indivision ou le notaire dans le cas d'un décès.

La vérification de l'absence de lien de parenté avec les anciens exploitants ne sera pas à faire pour le foncier ou les bâtiments structurants repris dans ces conditions.

Le SI procède à un contrôle du registre parcellaire graphique des anciens exploitants via géoportail.

### **Cas des porteurs de projet détenant du foncier / bâtiments structurants avant de solliciter les aides à l'installation**

La DGPE (Bureau de Financement des Entreprises) du Ministère de l'agriculture considère que le caractère de HCF ne peut pas être reconnu d'office aux porteurs de projet qui

exploitaient déjà du foncier avant de solliciter les aides à l'installation, et ce quel que soit leur précédent ou actuel statut MSA (chef d'exploitation, cotisant solidaire, ...).

En conséquence, le cas général doit s'appliquer et la vérification habituelle d'absence de lien de parenté avec les anciens exploitants devra être faite dans tous les cas sur la base de l'année N-1 par rapport à l'année d'acquisition du foncier par le "pré-installé" (par achat, bail ou autre moyen). Et ce quel que soit le nombre d'années de détention du foncier par le porteur de projet "pré-installé".

*Exemple :* si le porteur de projet exploite une surface depuis 5 ans, il faudra démontrer son absence de lien de parenté avec la personne qui exploitait ce foncier il y a 6 ans.

La même démarche doit être faite vis-à-vis des bâtiments structurants pour les exploitants 100% en hors sol.

#### **Cas de la création d'une nouvelle exploitation à partir de 100% de surfaces précédemment exploitées**

La vérification d'absence de lien de parenté sera à faire dans tous les cas et suivant le cas général décrit au paragraphe cas général.

#### **Cas d'un porteur de projet qui ne détiendra ni foncier ni bâtiments « structurants »**

Le caractère hors cadre familial est reconnu d'office.

Ex : apiculteur avec une miellerie collective.

#### **Cas du foncier précédemment exploité sans droit ni titre**

Lorsque tout ou partie du foncier repris dans le cadre de l'installation était précédemment déclaré à la PAC surfaces et/ou exploité sans droit ni titre, le porteur de projet qui sollicite la DJA devra fournir une attestation du ou des propriétaire(s) (ou des anciens propriétaires dans le cas d'un achat de foncier) certifiant que lesdites surfaces n'étaient précédemment pas mises en valeur à titre régulier (c'est à dire avec leur accord) pour un usage agricole.

Le SI procède à un contrôle du registre parcellaire graphique des anciens exploitants via géoportail. Le SI doit également transmettre à la DDT les éléments disponibles (référence cadastrale et les justificatifs nécessaires) afin de contrôler la modulation hors cadre familial.

#### **b. [Projet mené par des cheffes d'exploitation](#)**

*Dans le cadre de la promotion de l'égalité homme-femme, la Région Occitanie poursuit l'objectif de renforcer le taux de femmes s'installant en agriculture. Une femme porteuse d'un projet d'installation bénéficiera **d'une modulation forfaitaire de 2.000€.***

#### **Pièces justificatives :**

- Carte d'identité ou passeport de la candidate
- ou passeport étranger
- ou carte de séjour temporaire,
- ou carte de résident, certificat de résident de ressortissant extra européen,
- ou carte de ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne ou de l'espace économique européen.



La modulation est vérifiée lors du 1<sup>er</sup> acompte. Les pièces justificatives doivent être valables au moment des paiements (1<sup>er</sup> acompte et solde). Ces documents ne doivent pas forcément couvrir les 4 ans d'engagements du porteur de projet.

### c. Projet agroécologique

Les projets agroécologiques sont les projets visant la double performance économique et écologique et répondant à un ou plusieurs des objectifs suivants :

- Effectuer des actions (par exemple développement des outils de travail du sol, application localisée, ciblée et optimisée des produits phytosanitaires) basées sur l'initiation et la réalisation d'une démarche de progrès (action de formation, réalisation d'un diagnostic d'ensemble de l'exploitation agricole) ;
- Modifier ses pratiques culturales de manière à réduire significativement sa consommation d'intrants ;
- Améliorer ses modes de production en renforçant son autonomie fourragère, en diversifiant son assolement ou en améliorant le pilotage de la gestion de ses intrants.

*Pour bénéficier d'une modulation au titre de l'agroécologie, le bénéficiaire doit s'engager à mettre en œuvre l'une des pratiques agroécologiques ci-dessous, au plus tard en 4<sup>ème</sup> année de son plan d'entreprise :*

**Niveau 1 :** S'installer sur une exploitation à convertir sur au moins un ou plusieurs ateliers de production en agriculture biologique ou maintenir une exploitation déjà certifiée, ou engagée en agriculture biologique. L'engagement de niveau 1 donne droit à une modulation forfaitaire de 3.000 €.

**Niveau 2 :** Engager la totalité de son exploitation dans une démarche certifiée Haute Valeur Environnementale de niveau III ou s'engager dans la réalisation d'un projet labellisé au titre du Label Bas Carbone, dans le cadre du dispositif national de certification par la Commission Nationale de Certification Environnementale. L'engagement de niveau 2 donne droit à une modulation forfaitaire de 2.000 €.

**Niveau 3 :** Adhérer à un GIEE ou au réseau DEPHY fermes. L'engagement de niveau 3 donne droit à une modulation forfaitaire de 1.000 €.

*Les niveaux de modulation agroécologiques ne peuvent pas se cumuler.*

	Libellé	Contrôlabilité	Montant (non cumulable)	
<b>Niveau 1</b>	Être certifié ou en conversion à l'agriculture biologique (AB) pour au moins un atelier	Certificat de labellisation ou de conversion AB	3 000 €	L'engagement au niveau 1, ou niveau 2 ou niveau 3 doit être effectif au moins 12 mois et jusqu'à la fin du PE.
<b>Niveau 2</b>	Être certifié haute valeur environnementale (HVE) de niveau III ou s'engager dans une labellisation Label Bas Carbone	Certificat HVE ou attestation Label Bas Carbone	2 000€	



<b>Niveau 3</b>	Adhérer à un GIEE ou au réseau DEPHY fermes	Attestation d'adhésion	1 000€	
-----------------	---	------------------------	--------	--

Le porteur de projet **ne doit cocher strictement qu'une seule action** parmi les trois possibles pour bénéficier de la modulation agroécologique.

Ces trois actions sont à réaliser au plus tard en 4ème année du PE, et sont à justifier lors de la demande de solde par la mise à disposition sur Euro-PAC de la pièce nécessaire à la contrôlabilité.

Les années de mise en œuvre du PE sont décomptées à partir de la date réelle d'installation figurant sur le certificat de conformité d'installation (CJA).

Exemple : si la date réelle d'installation est constatée au 30 mars 2024, la 4<sup>ème</sup> année du PE sera comprise entre le 30 mars 2027 et le 29 mars 2028. Au plus tard signifie qu'il doit être engagé au plus tard au 29 mars 2027 et jusqu'au terme de ses engagements (qui se terminent le 29 mars 2028).

### Modalités de contrôle au moment de l'instruction de la demande d'aide

Point de contrôle	Pièces justificatives	
Vérification de la demande explicite de modulation	Le porteur de projet a activé la modulation sur Euro-PAC	Obligatoire
Niveau 1 - Agriculture Bio	Précision dans le PE du projet d'agriculture biologique	Obligatoire
Niveau 2 - HVE ou Label Bas Carbone	Précision dans le PE du projet HVE III, Label Bas Carbone	Obligatoire
Niveau 3 - GIEE ou DEPHY fermes	Précision à quel GIEE / réseau DEPHY fermes compte adhérer le porteur de projet sur Euro-PAC et sur le PE	Non obligatoire la modulation ne pourra pas être refusée s'il manque cette information, le porteur de projet doit s'assurer d'avoir la preuve d'adhésion au moment du solde.

### Modalités de contrôle à l'issue de la mise en œuvre de la quatrième année du Plan d'entreprise

Point de contrôle	Pièces justificatives
Vérification du respect d'un des engagements	Attestation de certification ou de conversion AB incluant l'année 4 <b>OU</b> Copie du justificatif Label Bas Carbone ou de la certification HVE incluant l'année 4 <b>OU</b> Copie du contrat ou de la convention attestant de l'adhésion à un GIEE ou au réseau fermes DEPHY incluant l'année 4

Liste des démarches agro-environnementales disposant de l'équivalence HVE de niveau III est mise à jour en continue sur le site internet du ministère. Idem pour réseau GIEE ou DEPHY fermes :

[Où trouver des exploitations certifiées Haute Valeur Environnementale en France ? | Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire](#)

[Collectifs Agroécologie \(collectifs-agroecologie.fr\)](#)

### **Si changement de niveau agroécologique en cours d'engagement :**

Le porteur de projet n'a pas obligation de prévenir, le SI pour ce changement.

Le montant de la modulation sera diminué en fonction du niveau 1, 2 ou 3 au moment de la demande de solde. Le montant ne sera pas revu à la hausse.

d. Projet générateur de valeur ajoutée

Les projets générateurs de valeur ajoutés sont les projets visant une meilleure valorisation des produits (notamment productions sous signes de qualité, commercialisation en circuits courts, et innovation).

Ils répondent à un ou plusieurs des objectifs suivants :

1. Accroître la valeur de la production par l'augmentation de la rentabilité ;
2. Diminuer les charges
3. Développer un atelier de transformation des produits de la ferme jusqu'à l'élaboration d'un produit fini
4. Mettre en place des activités nouvelles ou complémentaires

La valeur ajoutée s'entend comme la différence entre la production d'un exercice (ventes – ou + variation de stocks) et les charges externes comprenant :

- les intrants : engrais, semences, produits phytosanitaires, aliments, produits vétérinaires, ...
- les services : eau, gaz, électricité, carburants, entretien et réparation,...
- les charges fixes : fermages, loyers, assurances...

*Trois types d'actions peuvent permettre d'activer cette modulation. Pour bénéficier de la modulation liée au critère « valeur-ajoutée », le bénéficiaire doit s'engager dans au moins une action parmi les actions suivantes, au plus tard au terme de la 4ème année de son plan d'entreprise :*

**Action 1 - CUMA** : possession ou acquisition de parts sociales dans une CUMA et réalisation du diagnostic des charges de mécanisation

**Action 2 - Autres démarches collectives :**

*Adhésion à un Signe d'identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) : premier engagement, maintien ou accroissement de son engagement pour une production donnée, dans un SIQO hors AB (liste en annexe 6),*

*Outils collectifs : possession ou acquisition de parts sociales dans un atelier collectif de transformation ou un point de vente collectif.*

**Action 3 - Diversification** : création d'un nouvel atelier de production ou de transformation à la ferme ou développement d'un atelier existant (à justifier par la réalisation d'investissements inscrits dans le plan d'entreprise). Le montant minimum pour l'investissement à justifier est de 3000€.

**L'engagement dans chacune de ces actions donne droit à une modulation forfaitaire de 1.000 €. Elles peuvent se cumuler.**

**Modalités de contrôle au moment de l'instruction de la demande d'aide**

Code action	Libellé action	Contrôlabilité	Montant (cumulable)	Au plus tard au terme de la 4ème année de son plan d'entreprise
-------------	----------------	----------------	---------------------	---

<b>Action 1 - CUMA</b>	Possession ou acquisition de parts sociales dans une CUMA et réalisation du diagnostic des charges de mécanisation	Vérification que le porteur de projet complète dans son PE le nom de la CUMA dans laquelle il souhaite acquérir des parts sociales s'il en a connaissance à la demande d'aide (Partie 2 du PE sous partie charge et organisation du travail).  Non obligatoire la modulation ne pourra pas être refusée s'il manque cette information, le porteur de projet doit s'assurer d'avoir les documents justificatifs au moment du solde.	1 000€	Les années de mise en œuvre du PE sont décomptées à partir de la date réelle d'installation figurant sur le certificat de conformité d'installation (CJA).
<b>Action 2 - Autres démarches collectives</b>	Adhésion à un SIQO (hors AB)	/	1 000€	
	Outils collectifs : possession ou acquisition de parts sociales dans un atelier collectif de transformation ou un point de vente collectif.	/		
<b>Action 3 - Diversification</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Création d'un nouvel atelier de production</li><li>Ou</li><li>• Création ou développement d'un atelier de transformation</li></ul> Justificatifs acceptés pour la dépense de 3K€ (total sur les 4 ans du PE).	/	1 000€	

### Modalités de contrôle à l'issue de la mise en œuvre de la quatrième année du Plan d'entreprise

Code action	Libellé action	Contrôlabilité
<b>Action 1 - CUMA</b>	Possession ou acquisition de parts sociales dans une CUMA  <b>et</b>  réalisation du diagnostic des charges de mécanisation	<p><b>Attestation de parts sociales signée</b> par le président de la CUMA (en cas d'acquisition) <b>ou</b> <b>certificat de parts sociales</b> (en cas de maintien à l'identique) <b>ou</b> relevé des immobilisations figurant dans la comptabilité de l'exploitation (surligner les lignes concernées par l'acquisition de parts sociales).</p> <p><b>Diagnostic</b> des charges de mécanisation : l'attestation de suivi de la formation « Diagnostic des charges de mécanisation » ou de la réalisation du diagnostic de mécanisation devra être au nom du jeune même s'il s'agit d'une installation en société.</p> <p>Le diagnostic peut être fait avant le dépôt de la demande de la DJA. L'attestation du diagnostic devra avoir une date de validité de moins de 18 mois par rapport à la date du dépôt du dossier.</p>
<b>Action 2 - Autres démarches collectives</b>	Adhésion à un SIQO (hors AB)	Justificatif d'adhésion à un SIQO (liste en annexe 6) même si les produits ne sont pas commercialisés sous SIQO. Pour les productions viticoles (production de raisins de cuve/vins), les porteurs de projet peuvent fournir la dernière déclaration de récolte

	<p>Outils collectifs : possession ou acquisition de parts sociales dans un atelier collectif de transformation ou un point de vente collectif.</p>	<p>Justificatifs d'utilisation de <b>l'atelier collectif de transformation</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>justificatif d'acquisition des parts sociales ;</li> <li><b>et</b> statuts de l'atelier de transformation (hors cas particulier des CUMA de transformation)</li> </ul> <p>Justificatif d'utilisation du <b>point de vente collectif</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>statuts du point de vente (vérification du détenteur du capital, des parts sociales et de la forme juridique) ;</li> <li><b>et</b> justificatif d'acquisition des parts sociales (pour ceux qui ne sont pas mentionnés dans les statuts).</li> </ul>
<b>Action 3 - Diversification</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un nouvel atelier de production</li> </ul> <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Création ou développement d'un atelier de transformation</li> </ul> <p>Justificatifs acceptés pour la dépense de 3K€ (total sur les 4 ans du PE).</p>	<p>Factures acquittées relatives aux investissements ; <b>ou</b> relevé des immobilisations figurant dans la comptabilité de l'exploitation (surligner les lignes concernées).</p> <p>Les dépenses liées à la commercialisation de ces produits transformés pourront être prises en compte. <i>Exemple : camion frigorifique pour la livraison de viande</i></p> <p>Cas des installations en société : l'investissement sera pris en compte pour une seule installation (porteur de projet). <i>Exemple : si on a deux JA avec des justificatifs pour 2x3000€ minimum, les deux JA pourront demander la modulation dans leur dossier respectif.</i></p>

Ces actions sont à réaliser au plus tard au terme de la 4<sup>ème</sup> année du PE, et seront contrôlées lors de la demande de paiement du solde en 5<sup>ème</sup> année par l'envoi via Euro-PAC EUROPAC des pièces nécessaires à la contrôlabilité.

Le porteur de projet n'a pas obligation de prévenir le SI pour un changement d'action au cours de son engagement. Le SI vérifiera ces modulations au moment du solde.

Le montant de la modulation sera diminué en fonction du nombre d'actions effectué au moment de la demande de solde. Le montant ne sera pas revu à la hausse.

Les années de mise en œuvre du PE sont décomptées à partir de la date réelle d'installation figurant sur le certificat de conformité d'installation (CJA).

*Exemple : si la date réelle d'installation est constatée le 30 mars 2024, le terme de la 4<sup>ème</sup> année du PE sera le 29 mars 2028.*

### **Définitions :**

Un point de vente collectif est un local, situé dans un bâtiment, partagé par plusieurs producteurs qui vendent eux-mêmes leurs produits aux clients, en contrepartie du paiement d'un loyer/redevance/droit d'usage ou de factures correspondant aux fluides/fournitures/équipements/petits matériels/entretien. Ici le point de vente collectif doit avoir un statut avec capital social. Cette forme de statut implique que les producteurs doivent souscrire des parts sociales lors de leur entrée dans la structure.

Un point de vente en statut associatif ne permet donc pas de valider la modulation.

Les points de vente collectifs sont encadrés par des textes règlementaires :

- la loi Barnier de 2009 (définition des circuits courts)
- la note de service du 7 avril 2010 du ministère de l'agriculture
- l'article 128 de la loi sur la consommation publiée le 17 mars 2014, complète par l'article 611 de la loi d'avenir agricole du 13 octobre 2014 exemples indicatifs : magasin de producteurs,...

Les ateliers de transformation collectifs sont définis par 3 critères cumulatifs :

- géré par un collectif de producteurs (les agriculteurs sont majoritaires au capital et chacun d'eux a un poids significatif dans la prise de décisions) ;

- dans lequel les producteurs maîtrisent le processus de transformation de leurs produits. Ils connaissent les recettes et les procédés de fabrication et peuvent contribuer (en partie ou en totalité) à la transformation ;
- dans lequel les producteurs récupèrent les produits issus de leur exploitation, commercialisent eux-mêmes et en nom propre la totalité de leurs produits et sont insérés dans des circuits courts de proximité.

La notion de nouvel atelier est à apprécier par rapport aux productions déjà présentes sur la ou les exploitation(s) reprise(s), ou dans la société que le porteur de projet intègre. Le porteur de projet devra mentionner dans son dossier les ateliers présents sur l'exploitation du cédant ou sur la société qu'il intègre. En cas de création d'une exploitation cette modulation sera activée si le PE présente au moins deux ateliers distincts. Ces ateliers peuvent être mis en place simultanément.

Les cotisants solidaires, dont l'installation équivaut à une création d'exploitation, peuvent activer la modulation sur des ateliers déjà existants.

Ce principe n'est pas applicable aux préinstallés.

Une simple augmentation des quantités produites, des surfaces, ou des animaux ayant les mêmes fins ; ou bien une simple diversification de l'assolement, ne peuvent pas être pris en compte. Le changement de mode de production (ex : passage du conventionnel au AB) n'entre pas en ligne de compte.

Une simple différence d'itinéraire technique pour un même type d'élevage ne peut être accepté comme nouvel atelier (par exemple développement d'un atelier d'agneaux lourds en circuits courts en complément d'un atelier ovin viande classique).

La modulation s'applique dans par exemple les cas suivants :

\* exemples de création d'atelier :

- 1) maraîcher qui se met à faire en plus des poules pondeuses
- 2) éleveur ovin viande qui se met à faire en plus de l'apiculture
- 3) éleveur bovin viande qui se met à faire des porcs fermiers

#### e. Projet créateur d'emploi

Les projets générateurs d'emploi sont les projets ayant un impact positif sur l'emploi (notamment maintien de l'emploi dans des secteurs en déprise et création d'emploi).

Ils répondent à un ou plusieurs des objectifs suivants :

1. Favoriser les projets ou les productions riches en emplois durables
2. Recourir à l'emploi collectif

L'emploi s'entend soit au niveau de l'exploitation soit au niveau d'une approche collective ou filière concourant à la création d'emploi et à sa durabilité sur un territoire.

Pour bénéficier de cette modulation, le bénéficiaire doit s'engager dans une action parmi les actions suivantes, au plus tard en 3ème année de son plan d'entreprise.

- **Action 1 - Création nette d'emploi** sur l'exploitation :
  - soit création de 0.5 ETP salarié annuel (permanent, saisonnier, apprenti) sur l'exploitation (fournir le contrat de travail) au-delà de son propre emploi;
  - soit installation d'un jeune agriculteur avec :
    - intégration d'une société agricole déjà existante au moment du dépôt de la demande de DJA, en tant qu'associé exploitant supplémentaire ;

- ou création d'une société agricole avec un ou plusieurs autres associés exploitants qui étaient déjà exploitants agricoles avant le dépôt de la demande d'aide du JA.

Dans les deux cas correspondant à l'installation d'un jeune agriculteur, les deux conditions suivantes doivent également être simultanément respectées :

- Absence de départ d'un autre associé exploitant dans les 12 mois qui précèdent l'installation du JA et dans les 12 mois qui suivent son installation ;
- Absence d'augmentation des surfaces exploitées par l'ensemble des futurs associés exploitants en comparant la situation 12 mois avant et 12 mois après l'installation du JA (avec une tolérance de 5%).

L'engagement dans cette action donne droit à une modulation forfaitaire de **2 000 €**.

- **Action 2 - Emploi collectif** : recours au service de remplacement, aux salariés d'une CUMA, ou aux services d'un groupement d'employeurs pour au moins 20 jours par an ou 140 heures de travail annuel. Si l'exploitation a recours à plusieurs de ces services, le nombre de jours à justifier est au moins de 20 jours ou 140 h de travail annuel.

L'engagement dans cette action donne droit à une modulation forfaitaire de **1 000 €**.

**Les deux actions Emploi ne peuvent pas se cumuler.**

L'action est à réaliser au plus tard en 3ème année du plan d'entreprise.

	Libellé	Montant (non cumulable)	
<b>Action 1</b>	<b>Création nette d'emploi</b>	2 000 €	L'engagement en action 1, ou action 2 doit être effectif au moins 24 mois et jusqu'à la fin du PE. Si le porteur de projet créer un emploi en 2 <sup>ème</sup> année il devra le maintenir tout au long de ses engagements.
<b>Action 2</b>	<b>Emploi collectif</b>	1 000€	

### Modalités de contrôle au moment de la demande du 1<sup>re</sup> acompte

Code action	Libellé action	Contrôlabilité
<b>Action 1 - Création nette d'emploi</b>	création de 0.5 ETP salarié annuel au-delà de son propre emploi	<u>Pour une reprise d'exploitation ou une installation sur une exploitation déjà existante :</u> Justificatif MSA de l'exploitation reprise mentionnant les emplois salariés sur les 12 mois précédents la date du dépôt du dossier.
	Installation d'un jeune agriculteur avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>• intégration d'une société agricole déjà existante au moment du dépôt de la demande de DJA, en tant</li> </ul>	k-bis, statuts de la société (anciens & nouveaux),  <b><u>Pour la SAU avant et après l'installation (avec une tolérance de plus ou moins 5%)* :</u></b>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>qu'associé exploitant supplémentaire ;</li> <li>ou création d'une société agricole avec un ou plusieurs autres associés exploitants qui étaient déjà exploitants agricoles avant le dépôt de la demande d'aide du JA</li> </ul>	Déclaration PAC N-1 ou CVI ou relevé parcellaire MSA
--	--	--

La vérification de l'absence d'agrandissement au-delà de la tolérance de 5 % et de l'absence de départ d'un associé exploitant non remplacé devra être réalisée pour le paiement du solde puisque ces conditions doivent aussi être respectées pendant les 12 mois qui suivent la date d'installation.

### Modalités de contrôle à l'issue de la mise en œuvre de la quatrième année du Plan d'entreprise

<b>Action 1 – Création nette d'emploi</b>	<p>Création de 0.5 ETP salarié annuel au-delà de son propre emploi</p> <p>Installation d'un jeune agriculteur avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>intégration d'une société agricole déjà existante au moment du dépôt de la demande de DJA, en tant qu'associé exploitant supplémentaire ;</li> <li>ou création d'une société agricole avec un ou plusieurs autres associés exploitants qui étaient déjà exploitants agricoles avant le dépôt de la demande d'aide du JA</li> </ul>	<p><u>Pour une reprise d'exploitation ou une installation sur une exploitation déjà existante :</u> Justificatif MSA de l'exploitation reprise mentionnant les emplois salariés sur les deux dernières années d'engagement.</p> <p><b><u>Pour la SAU 12 mois après l'installation* :</u></b></p> <p>Déclaration PAC, Date d'installation = 02/02/2024 -&gt; déclaration PAC 2025 <b>ou</b> CVI, <b>ou</b> relevé parcellaire MSA.</p> <p><u>Cas particulier des agrandissement post date d'installation issue de la CJA</u> : le porteur de projet a la possibilité de justifier la date de l'agrandissement afin de prouver que cet agrandissement s'est effectué après la CJA + 12 mois. Le porteur de projet peut mettre à disposition du SI d'autres documents permettant la contrôlabilité.</p>
<b>Action 2 - Emploi collectif</b>	Recours au service de remplacement, aux salariés d'une CUMA, ou aux services d'un groupement d'employeurs pour au moins 20 jours par an ou 140 heures de travail annuel. Si l'exploitation a recours à plusieurs de ces services, le nombre de jours	Factures acquittées mentionnant le volume horaire ou le nombre de jours x la durée journalière ; la facture peut être au nom de la société ou du jeune agriculteur. Le remplacement peut être sollicité pour le porteur de projet ou un ou plusieurs associés de la société.



	à justifier est au moins de 20 jours ou 140 h de travail annuel.	
--	--	--

*\*Il est demandé au porteur de projet de mettre à disposition au SI la même typologie de document pour assurer une instruction cohérente. Exemple : si une déclaration PAC est fournie à la CJA il devra fournir une déclaration PAC à la demande solde.*

### **Cas particuliers :**

Le porteur de projet sollicite l'action 1 et l'action 2.

*Exemple : le porteur de projet prévoit de créer 0,3 ETP et fait appel au service de remplacement pour 0,2 ETP → Dans ce cas, il n'est pas possible de solliciter les actions de cette modulation*

## **VII. Etablissement du CJA**

A compter de la date de décision d'octroi des aides à l'installation, le bénéficiaire dispose d'un délai de 9 mois (de la décision d'octroi des aides à l'installation à la date d'installation figurant au certificat de conformité) pour s'installer sur une structure lui permettant de mettre en œuvre son Plan d'Entreprise (PE).

L'aide concernée est une aide au démarrage de l'activité agricole d'un porteur de projet et sera versée directement au bénéficiaire (personne physique).

### **Vérifications pour l'établissement du CJA (certificat de conformité) :**

Tous les investissements nécessaires au démarrage de l'activité et qui figurent dans le PE en situation initiale doivent être réalisés et justifiés pour l'établissement du CJA.

Les montants d'investissement ne sont pas contrôlés lors du contrôle de la situation initiale. Les factures ne devront pas être acquittées mais devront être présentes pour prouver la dépense.

### **La date d'installation retenue correspond à la date la plus tardive de l'établissement des documents précédemment cités**

L'année N1 du PE commence dès le lendemain de la date réelle d'installation figurant sur le CJA.

### **1) La première demande de paiement de la DJA (acompte)**

Cette demande de paiement sera demandée par le bénéficiaire via Euro-PAC dans la limite de 12 mois suivant la date de décision d'octroi des aides à l'installation.

L'objectif de l'instruction de la demande de paiement est de vérifier, au vu de la demande et des justificatifs joints, que le démarrage d'activité est effectif et conforme aux délais réglementaires au regard :

- de l'affiliation au régime des non salariés des professions agricoles,
- de l'enregistrement au registre du commerce et des sociétés (RCS) en cas d'installation sociétaire,
- de la bonne mise en œuvre de PE par la réalisation de la situation initiale décrite.



La date d'installation correspond ainsi à la mise en œuvre effective du plan d'entreprise et est constatée par l'établissement d'un certificat de conformité qui déclenche le paiement de la première tranche de la DJA.

La bonne mise en œuvre du plan d'entreprise est constatée par la fourniture des justificatifs concernant la maîtrise foncière, les bâtiments, l'exploitation du cheptel et du matériel tel que défini dans la situation initiale prévue au plan d'entreprise.

La réalisation de la situation initiale est obligatoire pour obtenir le certificat de conformité validant l'installation.

La conformité de l'installation par rapport au projet est enfin appréciée en vérifiant la cohérence des pièces produites lors de la demande de paiement par rapport aux éléments figurant dans la demande d'aide et le plan d'entreprise, et notamment :

- la date d'affiliation au régime des non salariés des professions agricoles : vérification au regard des éléments de déclaration du candidat à l'installation (vérification notamment de la non affiliation au moment du dépôt de la demande d'aide, si déclaré comme tel) ;
- la zone d'installation : contrôle de la zone d'installation effectué au vu des documents fournis et du siège social.
- le respect du cheptel prévu dans le cadre de la situation initiale du plan d'entreprise : ces vérifications se font sur la base, par exemple factures fournies par le bénéficiaire ou tout autre document attestant de la maîtrise du cheptel.

> Au minimum 75% des effectifs d'animaux de la situation initiale du PE doivent être justifié.

> Au minimum 75% des surfaces ne doivent pas varier par rapport à la situation initiale du PE.

Ces différentes possibilités de modifications sont cumulatives.

Par exemple, il sera possible de reconnaître installé un jeune qui justifiera de l'exploitation d'au moins 75 % du cheptel et d'au moins 75 % des terres au regard de la situation initiale du PE.

Les seuils de 75% minimum des effectifs animaux et de la SAU prévus à la situation initiale du PE sont à respecter pour l'établissement du certificat de conformité.

Pour les porteurs de projet s'installant : - En installation individuelle - Dans une création de société - Dans une société déjà existante sur les bâtiments, cheptel ou matériel apporté par le porteur de projet lors de son installation	Factures d'achat de bâtiment, cheptel ou matériel ou tout autre document attestant de la maîtrise des bâtiments, cheptel ou matériel nécessaire au démarrage de l'activité. <i>Par exemple attestation de mise à disposition du bâtiment par le propriétaire, contrats de vente (rachats de parts sociales), contrat à titre gratuit, contrats sans contrepartie acte écrit gratuit</i>
Dans une société déjà existante sur les bâtiments, cheptel ou matériel apporté par la société existante et nécessaire au démarrage de l'activité	Factures d'achat de bâtiment, cheptel ou matériel ou tout autre document attestant de la maîtrise des bâtiments, cheptel ou matériel, Ou liste des immobilisations (ligne à surligner),

	pour les micro BA (attestations, convention de mise à disposition)
--	--

Actes définitifs relatifs au foncier pour l'établissement du CJA et pour la demande d'acompte DJA : les actes définitifs relatifs au foncier pour l'ensemble des surfaces devront être fournis au SI.

Les factures bâtiments doivent montrer que le bâtiment peut accueillir le cheptel (terrassement, charpente, toiture).

### **Le tableau de synthèse du foncier doit être complété par tous les candidats.**

Pour les porteurs de projet s'installant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- En installation individuelle</li> <li>- Dans une création de société</li> <li>- Dans une société déjà existante sur le <u>nouveau foncier maîtrisé</u> apporté par le porteur de projet lors de son installation</li> </ul>	Documents fonciers de l'ensemble des surfaces présentées dans le PE couvrant les 4 années d'engagement : actes : achat, bail, commodat au minimum de 5 ans, convention d'occupation précaire, convention de mise à disposition ou autres actes assimilés
Pour les porteurs de projet s'installant dans une société déjà existante sur le foncier <u>déjà exploité avant l'installation</u>	Déclaration PAC N-1 ou CVI à jour ou relevé parcellaire MSA
Pour les porteurs de projet déjà installés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le <u>foncier</u> apporté sera considéré comme <u>maîtrisé</u> lors de son installation</li> </ul>	Déclaration PAC N-1 ou CVI à jour ou relevé parcellaire MSA  <i>Exemples :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- JA déjà installé avec agrandissement = PAC N-1 + justificatifs nouveau foncier</li> <li>- JA déjà installé sans agrandissement = PAC N-1</li> <li>- JA déjà installé + intégration dans une société = PAC N-1</li> <li>- Nouveau JA + intégration dans une société = justificatifs fonciers + PAC N-1</li> </ul>

Les documents fonciers doivent couvrir les 4 années du PE afin de démontrer la cohérence du projet et sa viabilité.

Des éléments devront être précisés sur les conventions de mise à disposition (CMD) : liste des parcelles mises à disposition, total de la superficie mise à disposition, date de mise à disposition, signature du gérant de la société ou de tous les associés en cas de GAEC.

### **Cas particulier des investissements prévus en situation initiale qui ne sont pas réalisés lors de la demande de 1<sup>er</sup> acompte :**

- Le Plan d'entreprise doit être considéré comme un cadre général guidant le développement technico-économique de l'exploitation après l'installation du bénéficiaire et non comme une feuille de route précise à suivre strictement ;
- Les investissements réalisés devront permettre le démarrage de l'activité et assurer la viabilité de son activité.

Il sera possible de reconnaître installé un jeune qui justifiera de l'exploitation d'au moins 75 % du cheptel et d'au moins 75 % des terres au regard de la situation initiale du PE.

Si le seuil de 75% du cheptel ou de la SAU n'est pas respecté, alors le porteur de projet pourra :

- Déposer un nouveau dossier lorsque la situation initiale de son PE pourra être remplie.
- Ou faire appel aux circonstances exceptionnelles décrite en **Annexe A** et devra expliquer au SI la raison de l'évolution de sa situation initiale.

## **VIII. Les paiements**

La DJA est versée en plusieurs fois ; le premier versement intervient après la vérification que l'installation s'est bien concrétisée comme prévu dans la situation initiale du PE.

Cette réalisation de l'installation sera confirmée par l'établissement d'un certificat de conformité.

Elle devra être conforme à la situation initiale décrite dans le plan d'entreprise et s'être effectuée au plus tard 9 mois à compter de la date de la décision juridique. Le bénéficiaire doit compléter sa demande de paiement sur Euro-PAC, ainsi que les pièces justificatives nécessaires au paiement, au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de la présente décision juridique.

	<b>1<sup>er</sup> acompte</b>	<b>2<sup>ème</sup> fraction</b>	<b>Solde</b>
Installation à titre principal ou à titre secondaire	80%		20%
Installation progressive	50%	30%	20%

### **Acquisition progressive des compétences requises du cas n°1**

	<b>1<sup>er</sup> acompte</b>	<b>2<sup>ème</sup> fraction</b> <i>(obtention du diplôme agricole de niveau 4 minimum et de la validation du PPP au plus tard 3 années après la date de décision d'octroi des aides à l'installation)</i>	<b>3<sup>ème</sup> fraction</b>	<b>Solde</b>
Installation à titre principal ou à titre secondaire	40%	40%		20%
Installation progressive	25%	25%	30%	20%

### **1) Pour une installation à titre principal ou à titre secondaire**

Le versement de la DJA est effectué en deux fractions :

- **une 1<sup>ère</sup> fraction** (acompte) (80% du montant de l'aide) sera versée dès le constat d'installation (certificat de conformité et zone d'installation (localisation du siège social et localisation de 80% des surfaces)).
- **une 2<sup>ème</sup> fraction** (20% du montant de l'aide) sera versée à l'issue du plan d'entreprise après vérification de la bonne mise en œuvre du projet (zone installation (localisation du siège social et localisation de 80% des surfaces), modulations et respect des engagements).

Le bénéficiaire doit compléter sa demande de paiement sur Euro-PAC ainsi que les pièces justificatives nécessaires au paiement dans un délais de 12 mois à compter de la date de la fin des engagements.

## **2) Acquisition progressive des compétences requises du cas n°1 pour une installation à titre principal ou à titre secondaire**

Le versement de la DJA est effectué en trois fractions :

- une 1<sup>ère</sup> fraction de 40% dès le constat d'installation (certificat de conformité et zone d'installation (localisation du siège social et localisation de 80% des surfaces))
- et la seconde part (40%) dès l'obtention du diplôme agricole de niveau 4 minimum et de la validation du PPP au plus tard 3 années après la date de décision d'octroi des aides à l'installation.
- et la dernière fraction (20 % de l'aide) sera versée à l'issue du plan d'entreprise après vérification de l'atteinte du statut de chef d'exploitation à titre principal et du respect des engagements, des modulations et de la zone d'installation (localisation du siège social et localisation de 80% des surfaces)

Si le candidat n'acquiert pas la capacité professionnelle agricole dans les délais, celui-ci sera redevable des aides à l'installation perçues.

## **3) Pour une installation progressive**

Le versement de la DJA est effectué en trois fractions :

- la 1<sup>ère</sup> fraction (50 % du montant de l'aide) sera versée dès le constat d'installation (certificat de conformité) ;
- la 2<sup>ème</sup> fraction (30 % du montant de l'aide) sera versée après la 2<sup>ème</sup> année de la date d'installation sous réserve de la validation par le service instructeur de la vérification d'une attestation d'affiliation MSA.
- et la dernière fraction (20 % de l'aide) sera versée à l'issue du plan d'entreprise après vérification de l'atteinte du statut de chef d'exploitation à titre principal et du respect des engagements, des modulations et de la zone d'installation (localisation du siège social et localisation de 80% des surfaces)

Le montant de l'aide est recalculé au moment du versement du solde en fonction des modulations pour lesquelles les conditions d'attribution ont été réellement remplies. Dans le cas où le montant de l'aide versé à l'acompte dépasserait le montant total de l'aide calculé au paiement du solde, le reversement des sommes indûment perçues pourra être demandé (montant à reverser = montant de l'acompte - montant de l'aide à payer calculé au solde).

## **IX. La traçabilité de l'instruction**

La traçabilité s'effectue dans l'outil Euro-PAC.

## **X. DEMENAGEMENT HORS REGION**

Eligibilité Géographique : les candidats éligibles sont ceux qui s'installent sur une exploitation dont le siège social se situe(ra) en Occitanie.

C'est le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique qui détermine cette règle comme condition d'éligibilité et règle d'articulation et de répartition des dossiers entre les régions.

Concernant l'application de cette règle, si le siège social du porteur de projet change en cours de projet, il faudrait faire une déchéance totale vu qu'il s'agit d'une condition d'éligibilité au vu de la rédaction actuelle de l'AAP.

Le porteur de projet sera accompagné par la DJA Occitanie même si l'essentiel (voir la totalité) de la SAU est hors OCCITANIE et que son siège d'exploitation est en Occitanie.

## **XI. ANNEXE A : LES CAS DE FORCE MAJEURE ET DE CIRCONSTANCE EXCEPTIONNELLE**

Pour tout constat de non-conformité, des sanctions peuvent s'appliquer, sauf en cas de force majeure ou en situation de circonstances exceptionnelles.

### **LES CAS DE FORCE MAJEURE**

Les cas de force majeure sont définis par l'article 2 du règlement (UE) n° 1306/2013 du 17 décembre 2013.

Ils concernent :

- le décès du bénéficiaire;
- l'incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire qui se traduit par :
  - invalidité aux deux tiers ;
  - inaptitude au métier d'agriculteur reconnue par un taux d'incapacité permanente au moins égale à 50 % et donnant lieu à une rente ;
  - maladie de longue durée, mentionnée à l'article D. 322.1 du code de la sécurité sociale ;
  - bénéficiaire d'une allocation d'adulte handicapé.

Toutes ces situations doivent être attestées par l'organisme de protection sociale auprès duquel l'exploitant s'est assuré pour la couverture des risques maladie ou accidents du travail et des maladies professionnelles, selon le cas.

- une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante l'exploitation;
- la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;
- une épizootie ou une maladie des végétaux affectant tout ou partie du cheptel ou du capital végétal de l'agriculteur;
- l'expropriation de la totalité ou d'une grande partie de l'exploitation pour autant que cette expropriation n'ait pu être anticipée le jour de l'introduction de la demande.

### **LES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES**

Les circonstances exceptionnelles ne peuvent être retenues que si la situation rencontrée par le jeune agriculteur répond aux trois caractéristiques cumulatives suivantes :

- Ne pas être prévisibles au moment du dépôt d'une demande,
- Ne pas dépendre d'une raison de convenance du jeune agriculteur,
- Avoir des conséquences directes sur le non-respect d'une action ou d'un engagement.

Il est demandé aux services instructeurs de vérifier que chaque cas, auquel ils seront confrontés, réponde aux 3 règles précédemment énoncées. La liste d'exemples n'est pas exhaustive, elle n'a que pour objectif d'illustrer l'utilisation de ces règles.

#### **Exemples de circonstances exceptionnelles :**

- la casse inopinée et définitive de matériel ;
- la rénovation d'une stabulation suite à un problème de qualité de lait ;
- le divorce d'avec le conjoint qui conserve une partie conséquente des terres ;
- le décès ou le départ brutal d'un autre associé ;
- la défection inopinée d'un propriétaire qui devait louer des terres pour agrandir l'exploitation.

#### **Exemples ne relevant pas de circonstances exceptionnelles**

- l'achat résultant d'un choix délibéré du jeune, même lié à certaines pratiques commerciales attractives ;
- l'achat résultant d'une insuffisante préparation ou insuffisante maîtrise du projet ;
- le rachat d'une partie des animaux suite à une mortalité ou à des problèmes d'hygiène ou à des mauvais traitements imputables au jeune agriculteur.